

2023

RÉFLEXIONS AUTOUR DE L'INSÉCURITÉ DANS LES 4 QUARTIERS DU BASSIN SÉRÉSISIEN

RAPPORT DE SYNTHÈSE

MANON DUBOIS (AREBS – PIV DÉMARCHES PARTICIPATIVES)

AREBS



TABLE DES MATIÈRES

1. Résumé	2
2. Recontextualisation	3
3. Objectifs	4
4. Méthodologie	5
5. Atelier #1 – Quartier du Molinay	6
5.a. Liste de présences.....	6
5.b. Résultats de l’atelier	7
5.c. Résultats du salon de rue.....	9
6. Atelier #2 – Quartier d’Ougrée-bas	9
6.a. Liste de présences.....	9
6.b. Résultats de l’atelier	10
7. Atelier #3 – Quartier de Seraing-centre	11
7.a. Liste de présences.....	11
7.b. Résultats de l’atelier	11
8. Atelier #4 – Quartier de Jemeppe-centre	13
8.a. Liste de présences.....	13
8.b. Résultats de l’atelier.....	13
9. Synthèse	15
9.a. Principales causes de l’insécurité.....	15
9.b. Principales conséquences de l’insécurité.....	17
9.c. Principales solutions pour lutter contre l’insécurité.....	18
10. Conclusions	25
11. Annexes	26

1. Résumé

Problématique régulièrement pointée du doigt par les citoyen.ne.s et les travailleurs.euses, l'insécurité à Seraing et en particulier dans le bassin sérésien constitue un enjeu central pour améliorer la qualité de vie de tous et toutes. Au travers de quatre ateliers de réflexion menés à Seraing-centre, Jemeppe-centre, Ougrée-bas et au Molinay, l'AREBS a récolté et synthétisé dans le présent rapport les témoignages d'une cinquantaine de professionnel.le.s et de quelques habitant.e.s sur la question.

Quatre grandes catégories de causes ont été identifiées comme générant de l'insécurité. Premièrement, les incivilités de toutes sortes sont largement évoquées, conjuguées à une insuffisante répression et à un manque d'éducation de la population. Deuxièmement, le mauvais état général du bâti crée un cadre de vie peu agréable et participe au développement des incivilités : là où le beau amène le beau, le « sale » amène le « sale ». Dans le même ordre d'idée, le manque d'équipements (éclairage, poubelles, etc.) et d'entretien de la part de la Ville a été souligné. Troisièmement, l'augmentation croissante du nombre de personnes en situation de grande précarité et la concentration de celles-ci au sein du bassin sérésien est particulièrement préoccupante, tant du côté des professionnel.le.s qui manquent de moyens pour les accompagner au mieux que du côté du reste de la population, qui nourrit parfois des représentations très négatives à l'égard de ces personnes. Ainsi, une quatrième grande cause de l'insécurité est l'isolement de nombreuses personnes et le manque de cohésion sociale, de connexions entre les différentes catégories de population, menant à des replis communautaires et à des situations conflictuelles parfois importantes.

En conséquence, l'impact de cette situation d'insécurité se mesure principalement à cinq niveaux. En premier lieu, elle crée un grand mal-être au sein de la population, qui craint de sortir de chez elle et qui se sent laissée pour compte. Ce mal-être ne fait qu'accroître le repli sur soi des citoyen.ne.s et la perte de sentiment d'appartenance au quartier. Une deuxième conséquence, en lien avec la première, est la baisse de fréquentation des espaces publics : d'espaces de convivialité, ils sont désormais perçus comme des zones de non-droit et d'incivilités. Une troisième conséquence est l'entretien d'une mauvaise réputation pour ces quartiers et un manque d'attractivité pour les personnes extérieures, nourrie par une médiatisation souvent négative. D'une part, de nombreuses personnes désertent les quartiers ; d'autre part, il est difficile d'attirer des clients pour les commerces, des publics pour les associations, des élèves pour les écoles, des acheteurs pour les maisons ou les commerces, etc. La dynamique et la vie des quartiers s'en voient dès lors considérablement affaiblies. Une quatrième conséquence est le renforcement des préjugés et l'augmentation du racisme. En effet, certaines catégories de personnes sont souvent portées responsables de la dégradation de la situation dans les quartiers et désignées comme bouc-émissaire : les personnes d'origine étrangère, les jeunes, les toxicomanes, etc. Il y a un réel enjeu de lutte contre les discriminations et de cohésion sociale à saisir. Enfin, une cinquième conséquence est le coût que représente l'insécurité pour la Ville de Seraing et ses habitant.e.s.

Plusieurs pistes de solution ont été imaginées et déclinées en quatre grands objectifs. Le premier objectif est de lutter contre les incivilités. Pour ce faire, cinq types d'action pourraient être envisagés : miser sur la prévention par une plus grande présence de travailleurs.euses en rue ou par des moyens dédiés à la sensibilisation de la population ; animer et occuper les espaces publics (parcs, places, rues) avec et pour les personnes qui n'osent plus les fréquenter, en particulier les familles, les femmes, les seniors et les enfants ; durcir la politique de répression des incivilités de la police et améliorer le suivi des signalements ; s'attaquer collectivement à la problématique de gestion des déchets par le développement d'incitants ou de moyens dissuasifs, la valorisation des actions citoyennes, l'installation d'équipements supplémentaires, etc. ; réattirer de nouveaux commerces pour favoriser une forme de contrôle social, via des incitants tels que des primes ou des loyers progressifs.

Le deuxième objectif est d'améliorer la qualité et l'entretien des bâtiments et infrastructures, communaux ou non. Plusieurs moyens pourraient être mobilisés : poursuivre et développer les incitants à la rénovation de l'existant ; durcir les sanctions envers les propriétaires de bâtiments vides, insalubres ou non-entretenus et faire appel à l'urbanisme transitoire pour redynamiser les quartiers en négociant des occupations temporaires des cellules vides ; diversifier les types de logement pour répondre aux différents besoins des habitant.e.s et apporter davantage de mixité au sein de la population ; apaiser le trafic et développer les infrastructures dédiées aux modes doux ; installer et entretenir des équipements supplémentaires tels que des éclairages publics, des bancs, de la verdure, etc.

Le troisième objectif est de mieux accompagner les personnes en situation de précarité. Une première piste serait de réinvestir dans les structures sociales existantes voire d'en créer de nouvelles ou d'innover afin de répondre au mieux aux multiples problématiques : mettre en place de nouveaux lieux, services, activités, etc. Offrir une meilleure qualité de vie aux jeunes nous semble par ailleurs essentiel afin de briser l'engrenage de la précarité. Cela implique par exemple l'organisation de davantage d'activités extrascolaires accessibles, un travail sur l'autonomie et la préparation aux tâches de la vie quotidienne (cuisiner, nettoyer, etc.), ou encore le développement des actions d'insertion sociale et de (re)mise en projet et à l'emploi.

Le quatrième objectif est de renforcer la cohésion sociale entre les citoyen.ne.s. Quatre types d'action ont été évoqués : organiser davantage d'actions collectives et de projets de quartier ; soutenir et valoriser les initiatives citoyennes ; créer davantage de tiers-lieux ; construire un nouveau récit, une nouvelle identité commune pour le bassin sérésien ou propre à chaque quartier.

Enfin, si la Ville de Seraing a sans conteste un rôle à jouer dans la lutte contre l'insécurité, elle ne pourra pas s'attaquer à tous les aspects du problème et devra opérer des choix politiques. Nous voulions dès lors insister sur l'importance pour les citoyen.ne.s de prendre également conscience de leur capacité d'action et de mobilisation. Commerces, associations, écoles, entreprises, habitant.e.s... ensemble, nous pouvons imaginer et mettre en œuvre des actions collectives, petites ou grandes, qui améliorent la sécurité et le bien-être dans les quartiers qui sont les nôtres. Des actions positives qui se basent sur l'entraide et la solidarité plutôt que sur la peur de l'Autre. Bref, lutter contre l'insécurité dans le bassin sérésien, c'est l'affaire de tous et toutes !

Lutter contre les incivilités



- 1 Miser sur la prévention et l'éducation
- 2 Animer et occuper les espaces publics
- 3 Durcir la répression
- 4 Améliorer la gestion des déchets
- 5 Réattirer de nouveaux commerces (contrôle social)



Renforcer la cohésion sociale

Améliorer la qualité et l'entretien des bâtiments et infrastructures

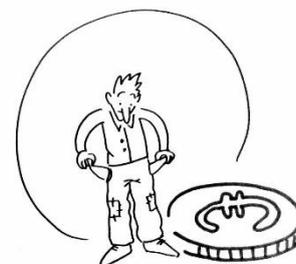


- 1 Mieux entretenir les infrastructures existantes (voiries, espaces verts...)
- 2 Renforcer les incitants à la rénovation
- 3 Durcir les sanctions envers les propriétaires
- 4 Développer les occupations temporaires de bâtiments vides
- 5 Diversifier les types de logement
- 6 Apaiser le trafic et développer les modes doux
- 7 Installer des équipements supplémentaires (éclairage,...)

- 1 Réinvestir dans les structures sociales existantes ou en créer de nouvelles
- 2 Offrir une meilleure qualité de vie aux jeunes (activités, formation, insertion socio-professionnelle)

PISTES DE SOLUTION

- 1 Organiser davantage d'actions collectives
- 2 Valoriser les initiatives citoyennes
- 3 Créer des tiers-lieux
- 4 Construire une nouvelle identité commune



Mieux accompagner les personnes en situation de précarité

2. Recontextualisation

Initialement, la coordination du Service de Prévention du Molinay¹ souhaitait interpeller les autorités communales quant à l'amplification du phénomène d'insécurité dans le quartier. Membre de la coordination, l'AREBS (Agence de redéploiement économique du bassin sérésien) s'est proposée pour mener le travail de consultation et de synthèse des avis.

En concertation avec les responsables du Service Prévention de la Ville de Seraing, il a semblé pertinent à l'AREBS d'étendre la réflexion aux trois autres quartiers du bassin sérésien. En effet, Seraing-centre, Ougrée-bas et Jemeppe-centre sont aussi particulièrement touchés par la problématique de l'insécurité. Quatre ateliers ont ainsi été mis en place entre septembre et octobre 2023.

Le présent rapport se veut un apport constructif, bien que modeste et à poursuivre, par un partage des constats de terrain et des pistes d'actions à concrétiser ensemble afin de pallier à cet enjeu complexe.

3. Objectifs

La consultation a visé principalement les travailleurs.euses du tissu socio-culturel et économique des quartiers ciblés. Les habitant.e.s n'ont été que partiellement consulté.e.s à ce stade. Certains avis ont néanmoins pu aussi être relayés par les organismes ayant des habitant.e.s parmi leurs bénéficiaires ou clients.

Les objectifs poursuivis lors du travail de consultation étaient les suivants :

- Collecter et synthétiser la parole des organismes du quartier en vue d'un relais auprès des élus
- Identifier les causes et conséquences de la situation d'insécurité
- Identifier les pistes d'action et a fortiori celles sur lesquelles les organismes peuvent agir
- Cibler une action à travailler ensemble

¹ Organe animé par le Service de Prévention du Molinay et regroupant des acteurs – principalement sociaux et culturels – du quartier pour réseauter, partager des informations ou mettre en place des actions collectives.

4. Méthodologie

Pour consulter les travailleurs.euses, nous avons organisé un atelier d'intelligence collective par quartier. L'outil utilisé lors de cet atelier est [l'arbre à problèmes](#).

Dans le quartier du Molinay, nous avons testé un outil de consultation citoyenne lors d'un événement à la Maison du Peuple : un salon de rue avec l'outil [Porteur de paroles](#) en version petit format. L'expérience a été positive et une quinzaine d'avis ont été récoltés.

Enfin, d'autres ressources issues de divers projets de l'AREBS sont également venues nourrir ce rapport : les démarches participatives menées dans le cadre de la [PIV](#), les marches exploratoires menées par le LEMA (ULiège) dans le cadre du projet [UIA A Place To Be-Come](#), etc.



Atelier d'intelligence collective – Molinay – 19/09/23



Salon de rue « Porteur de paroles » – 31/08/23

Note : Les résultats des ateliers sont présentés sous forme de cartes mentales. Une version en plus grand format se trouve en annexes (pages 26-38).

5. Atelier #1 – Quartier du Molinay

5.a. Liste de présences

19/09/2023

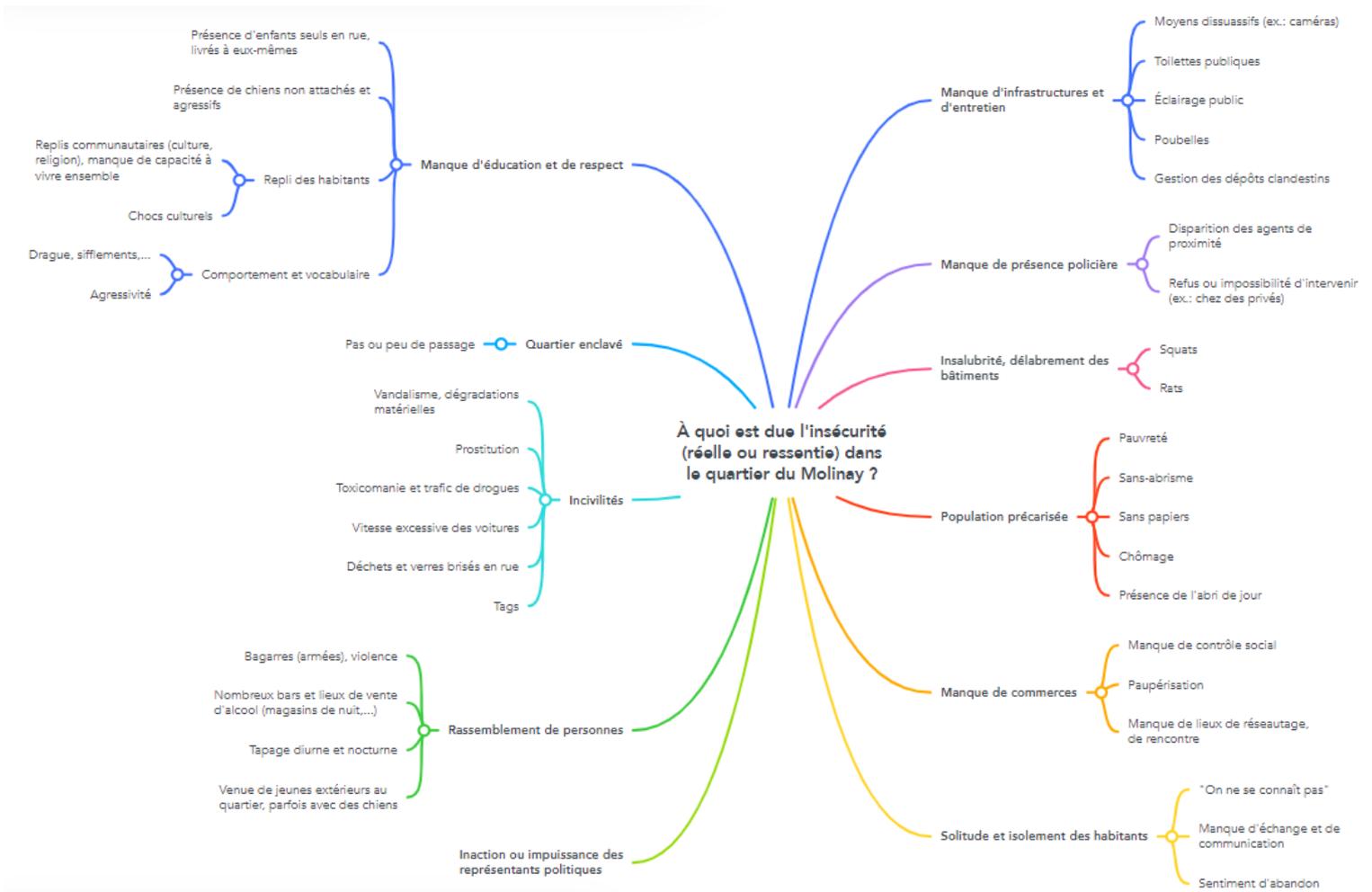
Cet atelier a rassemblé un **public mixte**, composé à la fois d'acteurs socio-culturels et de commerçant.e.s, mais aussi d'habitant.e.s du quartier. Ces citoyen.ne.s ont pu se joindre à l'atelier grâce à Monsieur Gramme, gérant de la Boutique Santé et fort investi dans la vie de son quartier².

Nom et prénom	Organisme
Badoux Marc	Habitant
Benyettou Aribi Abdelkader	Habitant
Bleus Natassja	Crèche Graines d'Etoiles
Boxho Thomas	Crèches Graines d'Etoiles
Broccia Amandine	Île aux trésors
Chianetta Joséphine	Habitante
D'Archambeau Rachel	Service Prévention (coordinatrice)
Dehart Ibtissam	Service Prévention Molinay – Educatrice de rue
Dormal Catherine	Centre culturel de Seraing
Frisaye André	Occupant Maison du Peuple (Radio Seraing)
Gérard Franck	Service de Prévention
Gramme Daniel	Boutique santé
La Vecchia Linda	Habitante et coiffeuse du quartier
Leruse Martine	Habitante
Mertens Colette	Centre d'Action Laïque
Mossoux François	Form'Anim
Niro Annette	Habitante et commerçante (restaurant Concerto)
Penasse Florent	Habitant
Portois Aurélie	AREBS – Maison du Peuple
Rosengarten Doris	Crèche Les Frimousses
Saadet	Service Prévention Molinay – Educatrice de rue
Volo Vanessa	CHW - Intermut

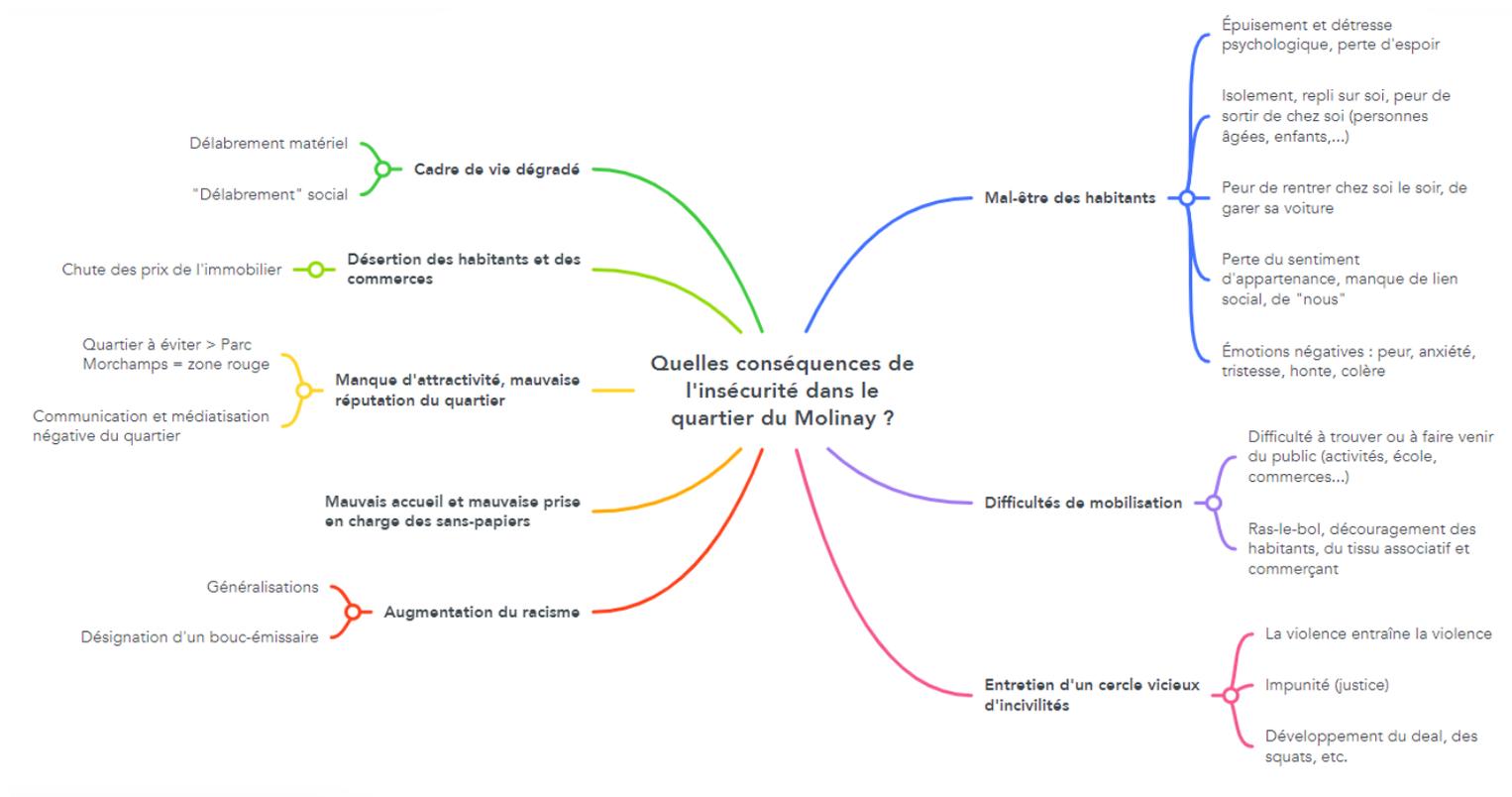
² Il est notamment à l'initiative d'une pétition signée par une centaine de personnes et relayée à Madame la Bourgmestre pour améliorer la sécurité dans le quartier.

5.b. Résultats de l'atelier

Les causes identifiées de l'insécurité (réelle ou ressentie) dans le quartier du Molinay sont les suivantes :



Les conséquences identifiées de l'insécurité dans le quartier du Molinay sont les suivantes :



Les pistes d'action pour diminuer l'insécurité dans le quartier du Molinay sont les suivantes :



5.c. Résultats du salon de rue

Le jeudi 31/08/2023, nous avons mené une consultation citoyenne en rue en collaboration avec Edwine Goldoni du CIEP-MOC et la Maison du Peuple (voir Méthodologie). Les personnes devaient réagir à la phrase « Je me sens en sécurité dans mon quartier quand... ». Les avis récoltés sont les suivants :



6. Atelier #2 – Quartier d'Ougrée-bas

6.a. Liste de présences

25/09/2023

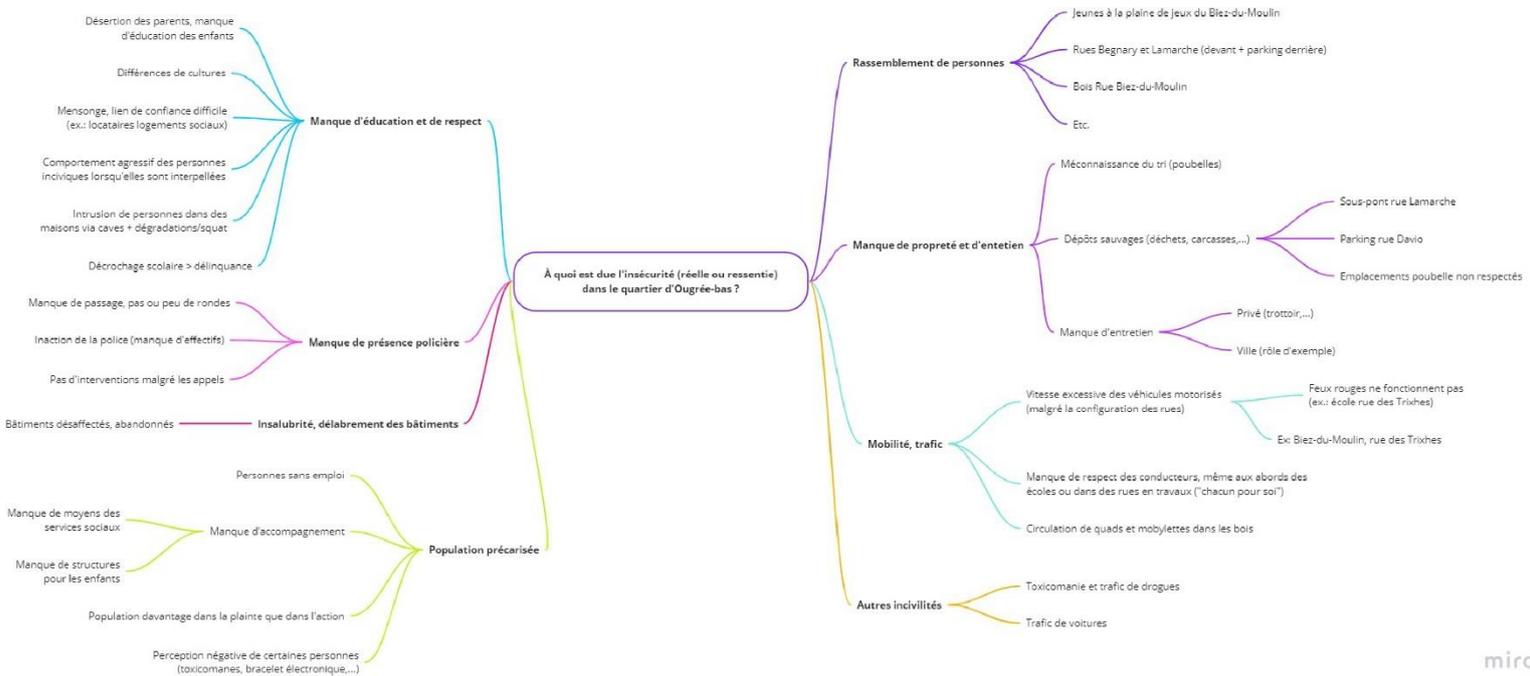
Nom et prénom	Organisme
Bennaceur Bisma	Régie des quartiers – Antenne Ougrée
Chatelin Bernadette	Cortil Groupe
D'Archambeau Rachel	Service Prévention (coordinatrice)
Dony Christelle	Home Ougréen
Grosjean Florence	Ecole des Trixhes (directrice)
Fatima	Service Prévention Ougrée
Fontaine Coraline	Service Prévention Ougrée
Pinello Graziella	Home Ougréen
Rutilo Fabienne	Ecole Saint-Martin (directrice)

Deux personnes n'ayant pas pu se joindre à l'atelier ont également transmis leur contribution :

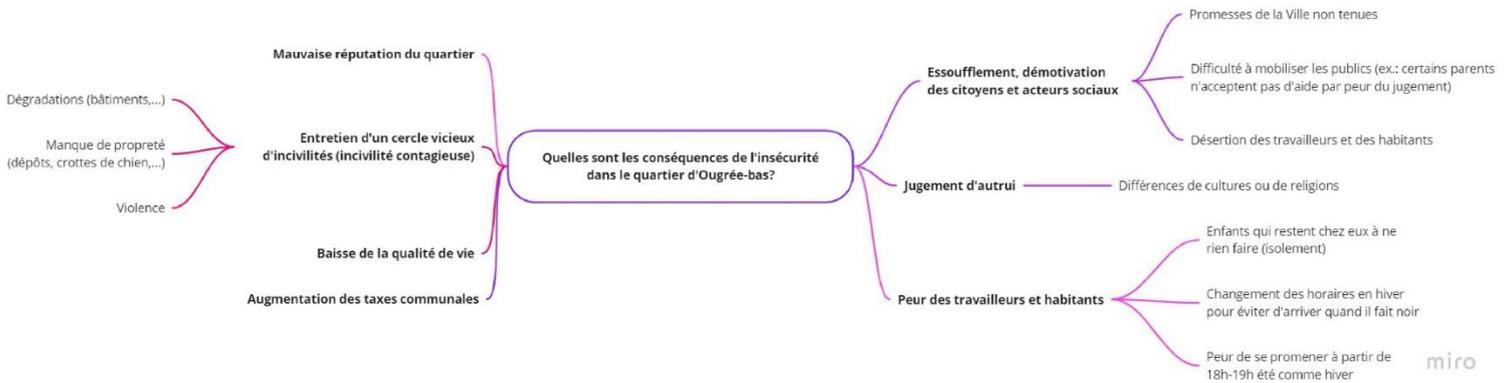
- Vinciane Hubert, Comité de quartier du Biez-du-Moulin et Petits Communaux
- Marie-Blanche Verdin, Des Racines et des Ailes... d'Acier asbl

6.b. Résultats de l'atelier

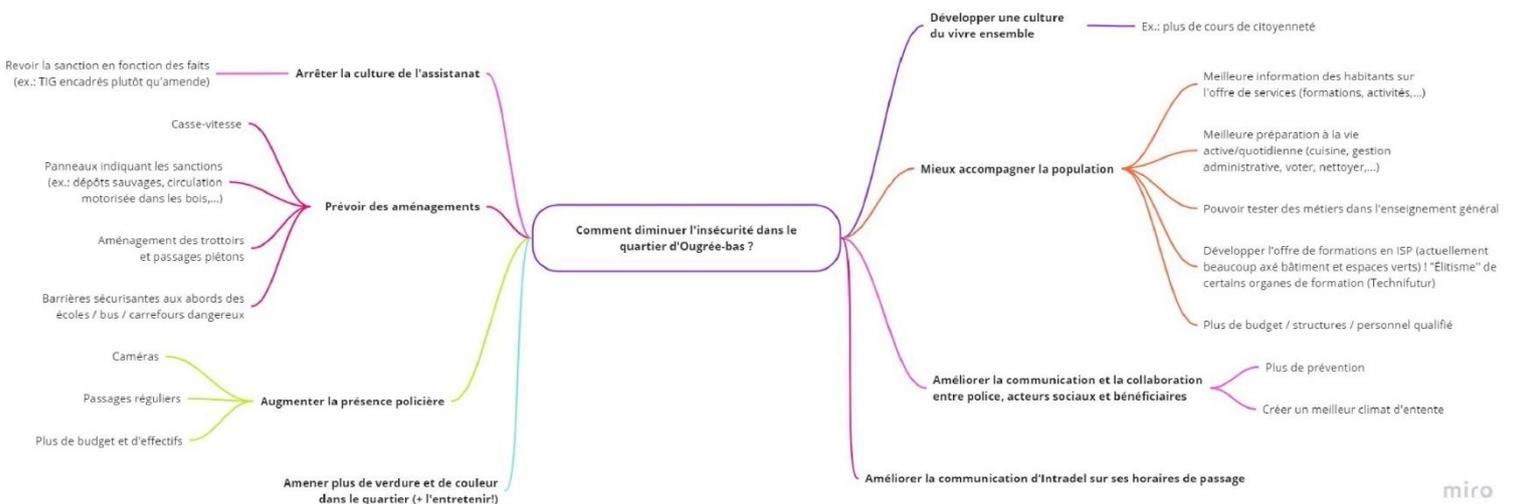
Les causes identifiées de l'insécurité (réelle ou ressentie) dans le quartier d'Ougrée-bas sont les suivantes :



Les conséquences identifiées de l'insécurité dans le quartier d'Ougrée-bas sont les suivantes :



Les pistes d'action pour diminuer l'insécurité dans le quartier d'Ougrée-bas sont les suivantes :



7. Atelier #3 – Quartier de Seraing-centre

7.a. Liste de présences

09/10/2023

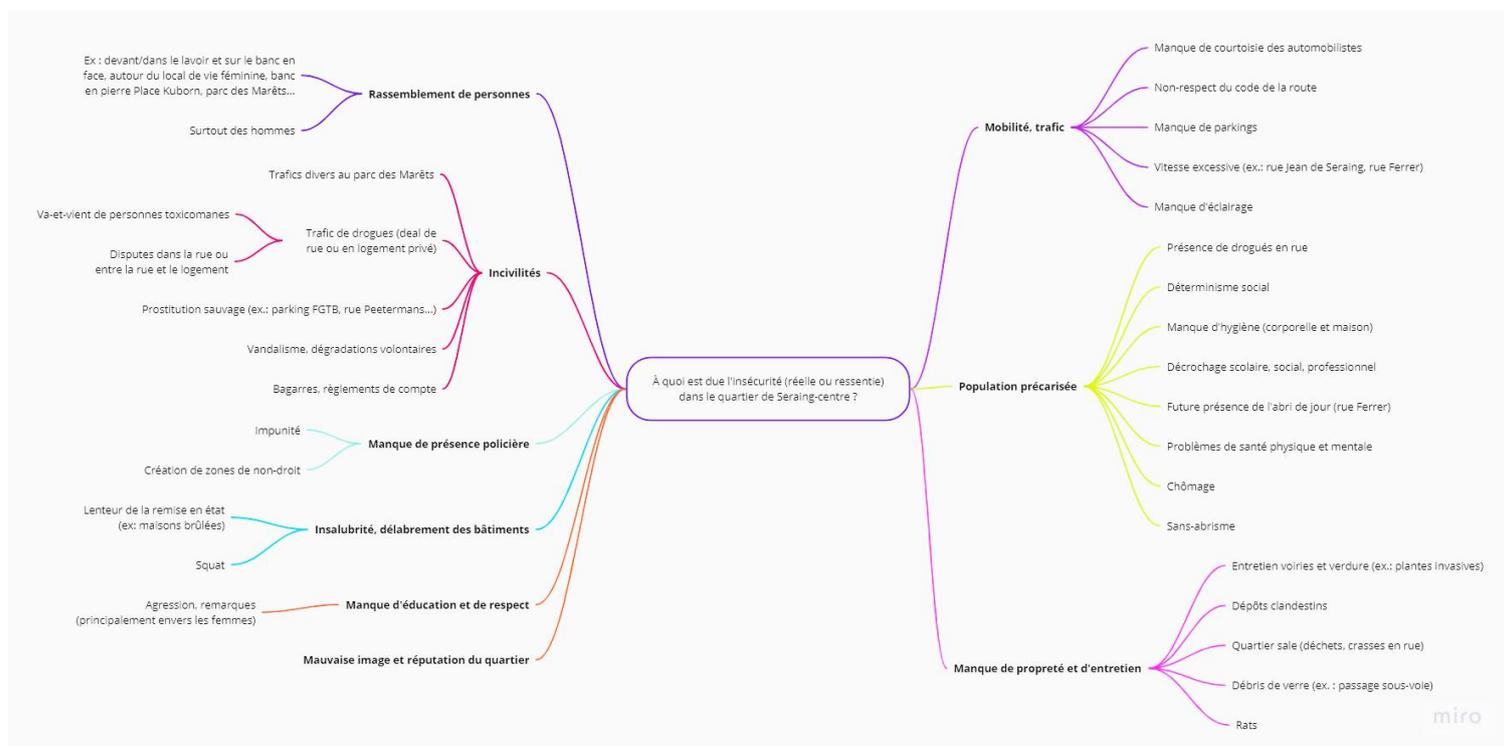
Nom et prénom	Organisme
Gerlando	Service de Prévention Seraing-centre
Ugo	Service de Prévention Seraing-centre
Baptiste Yves	Athénée Royal Lucie Dejardin (préfet)
Étienne Luc	Henallux
Hastir Louise	CIAJ AMO
Maurissen Olivia	Formathé asbl
Mertens Isabelle	Athénée Royal Lucie Dejardin (directrice)
Morreale Isabelle	Régie des quartiers de Seraing
Douaa	Régie des quartiers de Seraing (stagiaire)
Pirrone Pierrot	Institut Sainte-Marie Seraing (préfet d'éducation)
Ponente Maria	MDA – L'info des jeunes
Renson Emeline	Epicerie sociale

Deux personnes n'ayant pas pu se joindre à l'atelier ont également transmis leur contribution :

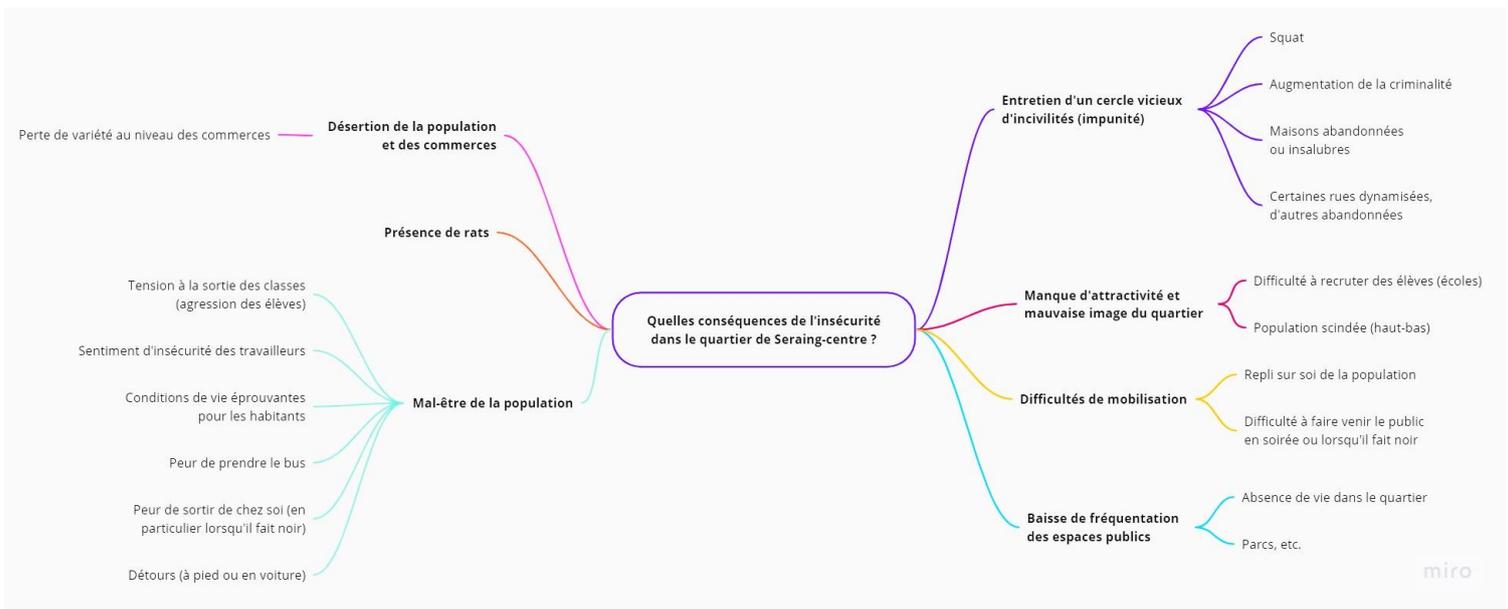
- Une personne travaillant dans un établissement scolaire et souhaitant garder l'anonymat
- Carole Verdin, Vie féminine asbl

7.b. Résultats de l'atelier

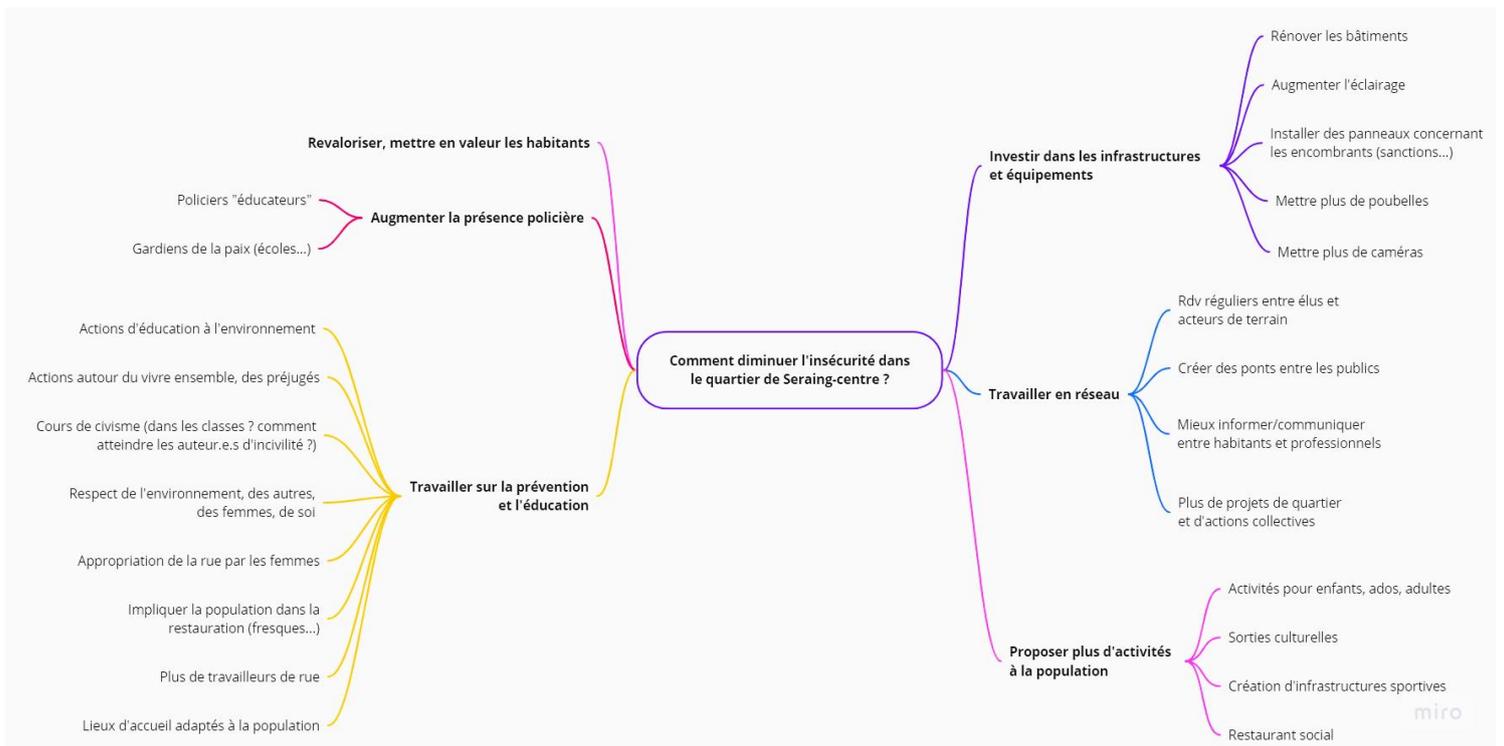
Les causes identifiées de l'insécurité (réelle ou ressentie) dans le quartier de Seraing-centre sont les suivantes :



Les conséquences identifiées de l'insécurité dans le quartier de Seraing-centre sont les suivantes :



Les pistes d'action pour diminuer l'insécurité dans le quartier de Seraing-centre sont les suivantes :



8. Atelier #4 – Quartier de Jemeppe-centre

8.a. Liste de présences

09/10/2023

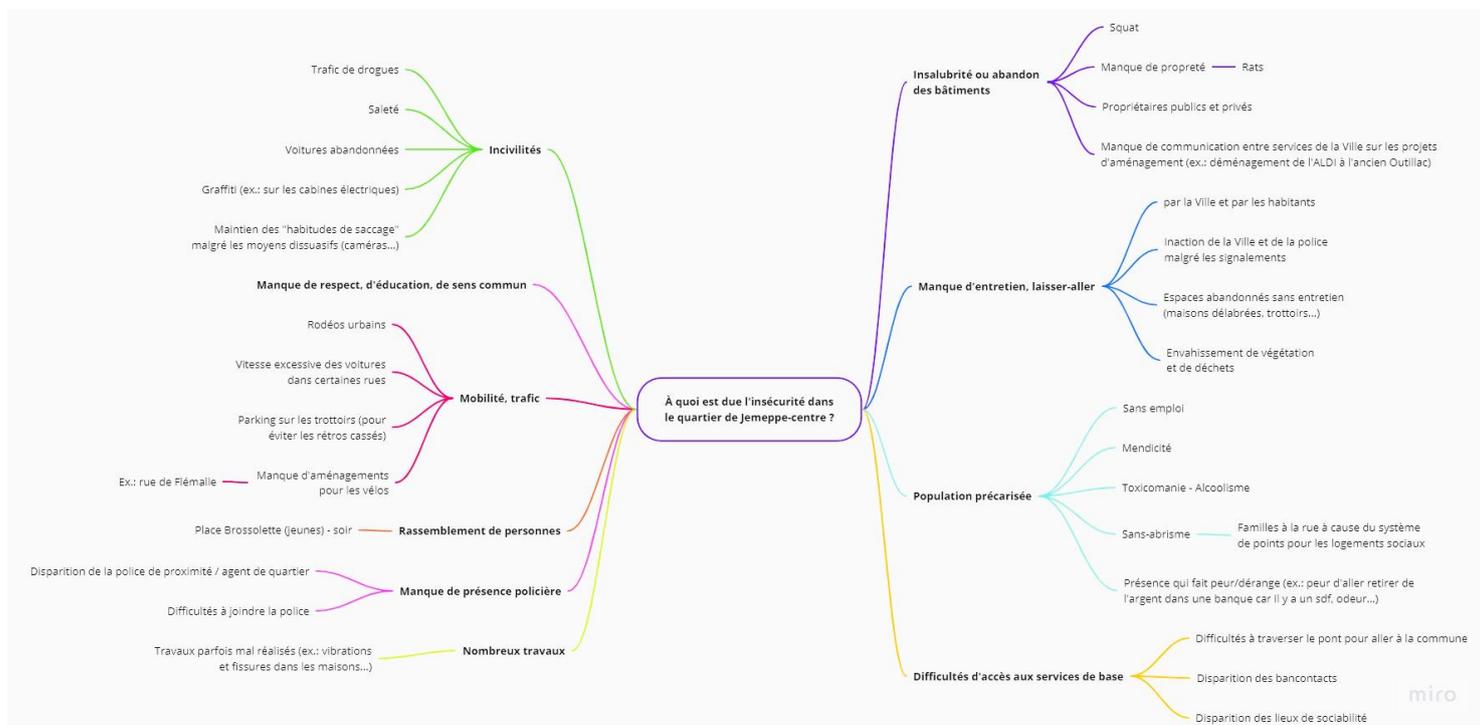
Nom et prénom	Organisme
Calissi Sabrina	Service de Prévention Jemeppe
Delarbre Benoît	Beobank
Frisaye André	Pôle créatif Liégeois
Gatellier Sophie	Service de Prévention Jemeppe
Gérard Franck	Service de Prévention
Hennikenne Christel	Ecole primaire du Centre
Lambotte Julien	Ecole fondamentale libre Providence
Montjoie Dominique	Comité de quartier Jemeppe-centre
Nollet Paul-Xavier	Etude notariale ACTIS
Sprumont Patricia	FPS - Femmes Prévoyantes Socialistes
Verpoorten Jeannine	FPS - Femmes Prévoyantes Socialistes
Boutgayout Mohamed	Sky Immo

Deux personnes n'ayant pas pu se joindre à l'atelier ont également transmis leur contribution :

- Isis Arbach, Comité de quartier Clément & Co
- Mattina Concetta, Habitante

8.b. Résultats de l'atelier

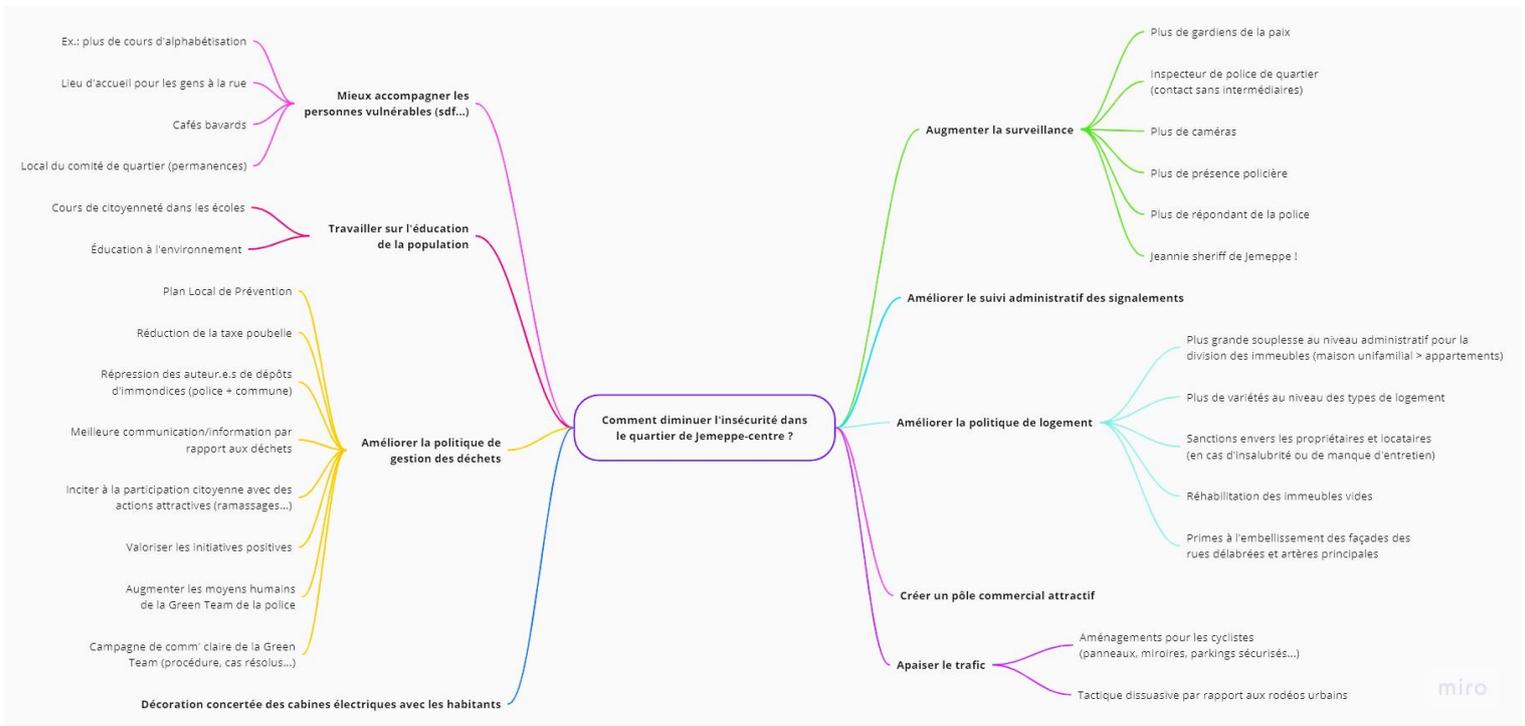
Les causes identifiées de l'insécurité (réelle ou ressentie) dans le quartier de Jemeppe-centre sont les suivantes :



Les conséquences identifiées de l'insécurité dans le quartier de Jemeppe-centre sont les suivantes :



Les pistes d'action pour diminuer l'insécurité dans le quartier de Jemeppe-centre sont les suivantes :



9. Synthèse

9.a. Principales causes de l'insécurité

Des différents témoignages recueillis résultent 4 grandes causes d'insécurité :

- Les incivilités
- Les bâtiments et infrastructures
- La précarité de la population
- Le manque de cohésion au sein de la population

Tout d'abord, les différents quartiers du bassin sérésien font face à un nombre relativement important d'incivilités. Les types d'incivilités observés sont variés et ce dans tous les quartiers étudiés : vitesse excessive et conduite dangereuse des véhicules motorisés, toxicomanie et trafic de drogues, prostitution sauvage, regroupement de personnes³ avec tapage et bagarres, manque de propreté et dépôts clandestins (amenant la présence de rats), faits d'agression, vandalisme et dégradations diverses.



En ce sens, le manque de présence policière – et le manque d'effectifs au sein de la police – est régulièrement évoqué : peu ou pas de rondes, disparition des agents de proximité, multiplication du nombre d'intermédiaires et difficultés à joindre la police, refus ou impossibilité d'intervenir dans certains contextes. Cette situation d'impunité entraîne un sentiment d'injustice au sein de la population, et participe au maintien voire à l'augmentation des incivilités.

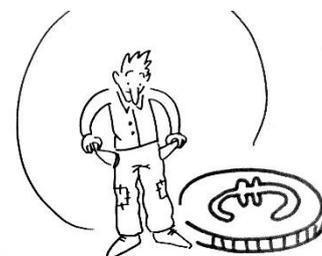
Outre le volet répressif, le manque d'éducation de la population est pour beaucoup un facteur déterminant menant au développement de comportements délictueux, irrespectueux ou agressifs.

Le mauvais état général du bâti ainsi que le manque d'infrastructures ont également été pointés comme éléments générant de l'insécurité. On dénombre en effet un grand nombre de bâtiments insalubres ou vides, attirant souvent des squatteurs. En termes d'infrastructures, certains aménagements et équipements publics sont insuffisamment présents dans les quartiers aux yeux des personnes consultées, notamment : des passages piétons et des dispositifs ralentisseurs, des trottoirs, des aménagements cyclables, des parkings, des poubelles, des éclairages publics, des moyens dissuasifs tels que les caméras ou encore des espaces verts et de rencontre de qualité.



Le fait que les quartiers soient régulièrement en travaux participe également à l'impression de délabrement (lesquels sont par ailleurs parfois mal réalisés). Il est aussi fait état d'un manque d'entretien des infrastructures existantes par la Ville (trottoirs et voiries, espaces verts, etc.) et de l'importance d'y remédier, la Ville ayant un rôle d'exemple.

Une troisième cause d'insécurité concerne la concentration d'une population précarisée dans les quartiers étudiés. La paupérisation du bassin sérésien est historiquement liée à la fermeture des usines de l'industrie sidérurgique. À l'heure actuelle, en plus de la présence d'une population majoritairement inactive, les quartiers accueillent d'autres formes de précarité : personnes à la rue, sans papiers, ayant des problèmes de santé mentale, d'addiction ou d'hygiène. Le déterminisme social participe à l'amplification du phénomène.



³ Généralement des hommes

La problématique des marchands de sommeil auxquels les quartiers font face favorise par ailleurs la « ghettoïsation ». Aussi, malgré la présence de plusieurs structures sociales dans les quartiers, celles-ci manquent de moyens pour parvenir à accompagner toutes les personnes dans le besoin.

De plus, les personnes en situation de précarité sont généralement perçues négativement : elles font peur ou elles dérangent. Dans les représentations (nous ne disposons pas de données chiffrées), ces personnes sont souvent associées aux incivilités relatives plus haut.

Une quatrième cause d'insécurité est la méconnaissance - et dès lors souvent la méfiance - d'autrui. La difficulté de créer des liens et de vivre ensemble avec des personnes de différentes cultures, religions, nationalités, niveau social... a mené à des replis communautaires et à l'augmentation des personnes souffrant d'isolement et de solitude. Le manque de lieux d'échange, de rencontre et de réseautage a été souligné (ex. : commerces, espaces publics, tiers-lieux), de même que le manque de moyens des structures socio-culturelles existantes.



Enfin, nous souhaitons pointer quelques causes particulières par quartier :

	Incivilités	Infrastructures	Précarité	Cohésion sociale
Molinay	- Nombreux bars et lieux de vente d'alcool, générant regroupement, tapage et bagarres - Parc et terril Morchamps perçus comme zones insécures. Idem pour le carrefour entre la rue Morchamps et la rue Papillon	- Quartier enclavé (peu de passage)	- Perception parfois négative de l'abri de jour	- Perception parfois négative de la mosquée
Ougrée-bas	- Circulation illégale de véhicules dans les bois (au-dessus du Biez-du-Moulin) - Sous-ponts (sous la N63) pointés comme zones d'incivilités	- Nombreuses friches industrielles et urbaines - Nombreuses maisons vides rue Ferdinand Nicolay (expropriations)	/	- Perception parfois négative de la mosquée
Seraing-centre	- Parc des Marêts et gare (passage sous-voie, parking) perçus comme zones insécures	- Nombreuses cellules commerciales vides dans les artères principales (rues Ferrer, Cockerill et Place Kuborn)	- Perception parfois négative du futur abri de jour	/
Jemeppe-centre	/	- Nombreuses cellules commerciales vides dans les artères principales (rues du Pont, Grand-Vinâve et Joseph Wettinck)	/	- Quartier « à part » (difficultés pour la population de traverser le pont)

9.b. Principales conséquences de l'insécurité

Dans les quartiers étudiés, l'insécurité réelle ou ressentie a **5 conséquences principales** :

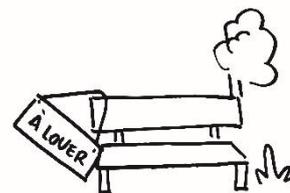
- Le mal-être des personnes fréquentant le quartier
- La baisse de fréquentation des espaces publics
- Le manque d'attractivité et la mauvaise réputation du quartier
- L'augmentation du racisme
- Le coût pour la Ville

Qu'il s'agisse des habitant.e.s ou des travailleurs.euses et de leurs publics/client.e.s, l'insécurité provoque chez les personnes fréquentant ces quartiers toute une série d'émotions négatives allant de la peur à la honte, en passant par la tristesse, la colère, la rancœur ou encore l'anxiété. De nombreuses personnes ont peur de sortir ou de rentrer chez elles, d'être dans la rue, d'aller à l'école ou à la banque⁴, de prendre le bus, de garer leur voiture... en particulier lorsque la nuit tombe. En raison de la présence de rats, certain.e.s craignent aussi pour leur santé.



Vécue au quotidien, cette insécurité crée chez beaucoup épuisement psychologique et découragement. Ceux-ci sont accentués par le sentiment d'abandon qu'entraînent l'inaction politique et l'impunité des auteur.e.s des incivilités. Cet état général de mal-être contribue par ailleurs à l'effritement des liens sociaux et au repli sur soi, mais aussi à la perte de sentiment d'appartenance au quartier.

En lien avec ce premier point, les espaces publics sont évités et déconsidérés. Parcs, rues, places, bancs... ces espaces de rencontre et de convivialité sont importants pour la vie et la cohésion d'un quartier. A priori ouverts à tous, ils deviennent dans les quartiers étudiés des zones de non-droit aux mains de petits groupes de personnes ayant des comportements inciviques.



L'insécurité se répercute également sur la réputation des quartiers. Les différentes problématiques rencontrées dans ces derniers a déjà entraîné la désertion d'un grand nombre d'habitant.e.s mais aussi d'associations et de commerces, lesquels sont pourtant essentiels à la dynamique des quartiers et à une forme de contrôle social. Pour les personnes extérieures, cette mauvaise réputation, couplée à une médiatisation souvent négative, est peu attractive. Il y a d'une part peu de candidat.e.s pour investir, lancer un nouveau commerce ou acheter un bien ; d'autre part, on constate une difficulté à mobiliser les publics, à attirer des clients ou à recruter des élèves. Cette situation entretient un cercle vicieux de dégradation du cadre et de la qualité de vie, ainsi qu'une scission toujours plus marquée entre quartiers « hauts » et quartiers « bas » de Seraing.

Une quatrième conséquence est l'augmentation du racisme envers certaines catégories de personnes. La problématique de l'insécurité est complexe et, malheureusement, un des réflexes de la population est souvent d'y apporter une réponse « simple » en désignant un bouc-émissaire : les personnes d'origine étrangère, les jeunes ou encore les toxicomanes. Il y a un réel risque de stigmatisation et de renforcement des préjugés pour ces catégories de personnes.



⁴ En raison de la présence de sans-abris ou de personnes au comportement agressif par exemple.

Enfin, une cinquième conséquence est le coût de l'insécurité pour la Ville, avec parfois des répercussions sur le citoyen à travers l'augmentation des taxes communales. À titre d'exemple, la gestion des dépôts clandestins nécessite des moyens humains et financiers non prévus dans le budget ordinaire de la Ville pour la collecte des déchets.



9.c. Principales solutions pour lutter contre l'insécurité

Les pistes d'action, en écho aux causes de l'insécurité, s'articulent autour de 4 grands objectifs :

- Lutter contre les incivilités
- Améliorer la qualité et l'entretien des bâtiments et infrastructures
- Mieux accompagner les personnes précarisées
- Renforcer la cohésion sociale

Lutter contre les incivilités

Une première piste d'action est d'augmenter les moyens dédiés à la prévention. Il peut s'agir de moyens humains, par exemple en augmentant le nombre de gardiens de la paix et de travailleurs.euses en rue, mais aussi de moyens dédiés à l'éducation de la population afin de prévenir les comportements inciviques.



Ville de Luxembourg – Projet « À vos côtés » : une équipe de médiateurs/sportifs/éducateurs est présente dans certaines zones du quartier pour rassurer la population et jouer le rôle de médiateur afin d'apaiser les tensions

Parmi les idées évoquées, on retrouve la mise en place de « cours » de civisme, de citoyenneté, d'ateliers autour du respect des autres, des femmes, de soi, ou encore de l'éducation à l'environnement. Des thématiques spécifiques pourraient aussi être ciblées, telle que la gestion des déchets : sensibilisation au tri des déchets, au zéro déchet, calendrier des collectes, suivi de ses quotas, etc. La difficulté est cependant de pouvoir toucher et entrer en dialogue avec les auteur.e.s d'incivilités. Ces personnes, plutôt que d'avoir à payer une amende, pourraient par exemple suivre un parcours de formation ou prester des travaux d'intérêt général en lien avec le délit commis.

L'éducation des plus jeunes est également primordiale. Au niveau de l'enseignement, des dispositifs axés autour du savoir-vivre sont déjà mis en place et sont à poursuivre : cours de philosophie et de citoyenneté, EVRAS, opérations BeWapp, etc.

Une deuxième piste d'action est d'occuper et animer l'espace public, que ce soit les professionnel.le.s ou les personnes qui ne s'en sentent pas « autorisées » actuellement, en particulier les familles, les enfants, les femmes et les seniors. Cette piste d'action rejoint celle déjà évoquée en 2008 dans le rapport de la démarche prospective « Molinay 2017 » menée par l'Institut Destrée : « L'expérience a pu montrer qu'un travail sur l'occupation et l'organisation des espaces

dans une optique de resocialisation peut permettre de déplacer, voire d'atténuer [les] comportements [délictueux] et faire baisser le sentiment d'insécurité. »



Play street – Piétonnisation occasionnelle d'une rue pour que les enfants puissent y jouer

Cette piste d'action comprend la fréquentation des parcs, souvent pointés comme zones insécures et dès lors évités. Il est pourtant prouvé que les espaces verts urbains sont bénéfiques pour la santé à de nombreux égards. À ce titre, la [recherche-action](#) réalisée par Tania Noël (ULiège, PsyNCog) et l'[étude psychosociale](#) menée par Nunaat sur les parcs de Seraing-centre apportent des éclairages intéressants. Tant en journée qu'en soirée, des activités ou événements pourraient y être proposés de façon régulière. Ce type d'actions s'avère en effet plus impactant que les aménagements matériels pour augmenter la fréquentation des parcs et ainsi favoriser le contrôle social. Un travail sur la réappropriation collective des parcs, et plus largement de l'espace public, serait également utile. Parmi les moyens évoqués dans ces études, on retrouve les processus de participation citoyenne (consultation, co-gestion, soutien de projets citoyens, etc.) ou les campagnes de communication (mise en valeur des atouts du parc, des usagers ; « [Nos parcs](#) », etc.).

Actuellement, certains espaces sont malheureusement aux mains de personnes ayant des comportements délictueux et qui tolèrent peu voire pas toute intervention ou présence étrangère à leur groupe. Comme le conclut Tania Noël, « une première étape serait de comprendre la fonction principale que ces espaces verts urbains (EVU) remplissent pour les groupes de propriétaires informels, afin d'éviter autant que possible une intervention sur les EVU qui entraverait leurs objectifs. De plus, réfléchir à l'idée de reconnaître leur propriété avant de s'engager dans des interventions, tout en étant en accord avec les besoins de gestion de la criminalité, est une piste qui mérite d'être explorée. »

Concernant la [gestion des déchets](#), plusieurs pistes de solution ont été proposées et pourraient être rassemblées dans un [Plan Local de Propreté](#). Des équipements supplémentaires pourraient être aménagés : plus de poubelles, des poubelles de tri, des espaces dédiés aux chiens (dogpark), des panneaux rappelant les sanctions, etc. Des incitants pourraient également être mis en place (diminution de la taxe poubelle, caution sur les canettes) ou des moyens dissuasifs (amendes plus importantes ou travaux d'intérêt général pour les auteur.e.s de dépôts clandestins). Une collaboration avec les citoyen.ne.s pourrait aussi être instaurée de manière plus structurée afin d'organiser des campagnes de ramassage ou de signaler les comportements délictueux (via l'application « Seraing en poche » comme annoncé, [Fix My Street - Wallonie](#) ou via d'autres moyens). Ces actions citoyennes pourraient être valorisées voire récompensées, par exemple via une réduction de la taxe poubelle. Enfin, les moyens humains de la Green Team de la police pourraient être revus à la hausse, et leur communication clarifiée (procédure à suivre, cas résolus...). Pour cette question de propreté publique, [BeWapp](#) constitue une ressource particulièrement intéressante.

Une quatrième piste de solution est de renforcer la répression des comportements délictueux. Comme mentionné plus haut, l'impunité favorise le déploiement des incivilités et crée un sentiment d'abandon dans le quartier. De nombreuses personnes plaident dès lors pour une augmentation de la présence policière, surtout en soirée et la nuit. Prévoir des rondes régulières, réinstaurer une police de proximité, augmenter les effectifs sur le terrain, élargir le champ d'intervention de la police, avoir des policiers « éducateurs », améliorer le suivi des signalements... sont autant de possibilités. Un travail en réseau serait également à promouvoir, notamment en encourageant le contrôle social par les citoyens via l'outil Partenariat Local de Prévention. En termes d'équipement est suggérée l'augmentation du nombre de caméras fonctionnelles.

Enfin, réattirer de nouveaux commerces permettrait de redynamiser les quartiers et de favoriser un contrôle social, notamment en soirée, tout en recréant des lieux de sociabilité. Pour ce faire, les primes commerces telles que Dynashop ou Objectif Proximité sont clairement à poursuivre. D'autres incitants, tels que des loyers progressifs pour les bâtiments appartenant à la Ville (c'est-à-dire adaptés au chiffre d'affaires de l'entrepreneur.euse), pourraient être mis en place.

Améliorer la qualité et l'entretien des bâtiments et infrastructures

Une première piste d'action est d'encourager la rénovation de l'existant, tant pour les bâtiments privés que communaux et sociaux. Ce travail est déjà en cours et doit être poursuivi avec : les projets urbains menés par Eriges, les rénovations menées par les différentes sociétés de logement de service public, les ateliers logement-conseil du Service Prévention, les actions du Pôle Habitat Énergie et de la Plateforme locale de rénovation énergétique, la prime Objectif Proximité... D'autres actions à plus court terme pourraient être envisagées, telles que l'embellissement des façades de maisons ou des vitrines des magasins via un budget spécifique (mise en peinture, décoration, fausses vitrines, etc.).

Une deuxième piste d'action est de sanctionner les propriétaires de bâtiments inoccupés, insalubres ou non entretenus. Un système d'amende pourrait être instauré dans certaines zones (ex. : rues principales ou de fort passage)⁵. Des occupations temporaires pourraient également être négociées avec les propriétaires, à destination d'associations ou pour des initiatives telles qu'Art au Centre. La lutte contre les marchands de sommeil et pour le droit à un logement digne pour tous devrait par ailleurs être renforcée, par exemple via un travail collaboratif avec les différents organismes impliqués (police, partenaires sociaux, service des Étrangers, etc.).

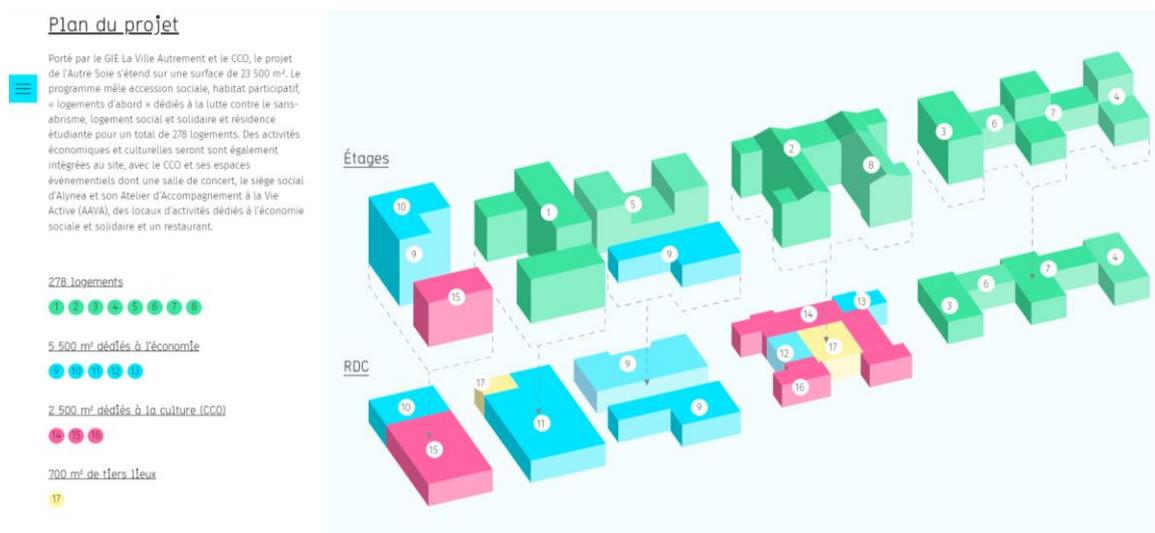


See U – Occupation temporaire d'un site de 45.000 m² à Bruxelles (ancienne caserne de gendarmerie d'Ixelles)

⁵ La détection des bâtiments inoccupés via le contrôle des consommations d'énergie serait à développer. Voir à ce titre le travail de Mathilde Flas (Lepur, ULiège) : https://www.rtc.be/article/info/amy-nagement-du-territoire/une-etudiante-developpe-un-nouvel-outil-contre-les-immeubles-a-l-abandon_1511491_325.html

Il serait également intéressant d'avoir plus de variété au niveau des types de logement afin de limiter la ghettoïsation, de répondre aux différents besoins et de « mixifier » les populations des quartiers. Cela implique notamment une plus grande souplesse au niveau administratif quant à la division des immeubles. Citons l'Autre Soie à Villeurbanne (Lyon) en guise d'exemple inspirant. Il s'agit d'un projet de réhabilitation d'un ancien site industriel en espaces dédiés à l'économie, à la culture et au logement⁶. Deux éléments nous semblent intéressants : d'une part, l'usage mixte des bâtiments (activités économiques et culturelles aux rez-de-chaussée ; logement aux étages) ; d'autre part, la variété des types de logements présents sur le site (9 au total) :

- Accession sociale⁷
- Résidence sociale⁸
- Pension de famille⁹
- Résidence étudiante
- Centre parental
- Habitat participatif
- Résidence senior
- Un logement d'abord (réinsertion des personnes sans domicile)
- Logements sociaux familiaux



Un autre enjeu important est d'apaiser le trafic et de développer les modes doux. En termes d'infrastructures, cela pourrait se traduire de différentes manières : aménager davantage de pistes cyclables (si possible en site propre) vers les activités et quartiers proches au départ des gares, installer des parkings vélos sécurisés pour les navetteurs et les riverains, connecter Ougrée-bas au futur tram par le réaménagement du pont d'Ougrée pour les piétons et cyclistes, prévoir davantage de passages piétons et de trottoirs (praticables pour les poussettes), aménager davantage de parkings pour éviter que les automobilistes ne se parquent sur le trottoir, améliorer l'accessibilité de certains parcs (ex. : visibilité des entrées des 3 parcs de Seraing-centre), mettre en place des dispositifs ralentisseurs dans les rues problématiques, remplacer les barrières et feux rouges aux abords des écoles et des carrefours dangereux, ou encore renforcer la signalétique (ex. : explication des zones de rencontre, signalisation vélo, lumières au sol, etc.).

D'autres types d'équipements ont été proposés pour améliorer la sécurité des espaces publics : augmenter le nombre d'éclairages publics, prévoir des abribus plus résistants pour éviter les actes de vandalisme, amener plus de verdure et de couleur, etc. De façon plus globale, est soulignée l'importance de penser des aménagements cohérents et

⁶ <https://autresoisie.com/un-grand-projet-urbain/#plan-plugin>

⁷ Dispositif permettant à des ménages de revenus modestes de devenir propriétaire à moindre coût

⁸ Solution de logement meublé (ou non) temporaire à des ménages ayant des revenus limités ou des difficultés d'accès au logement ordinaire pour des raisons économiques et/ou sociales, et pour lesquels un accompagnement social peut être nécessaire (<https://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/>)

⁹ « La résidence sociale nommée pension de famille est un établissement destiné à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile l'accès à un logement ordinaire. La structure, de taille réduite, propose des logements individuels (25 en moyenne par structure). Elle combine des espaces collectifs et des espaces privatifs qui permettent aux personnes logées d'être chez elles sans être isolées. » (<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/>)

conviviaux pour les espaces publics au sein d'un même quartier. Une meilleure coordination au niveau des travaux liés aux impétrants serait par ailleurs bienvenue afin d'éviter des interventions à répétition, dommageables à la dynamique du quartier (circulation, vie économique, aspect général, etc.).

De manière plus globale est soulignée l'importance pour la Ville de Seraing de mieux entretenir les infrastructures existantes (voiries et trottoirs, espaces verts, etc.) afin de remédier au sentiment d'abandon et de montrer l'exemple.

Une piste d'action spécifique au quartier d'Ougrée-bas concerne l'aménagement des sous-ponts de la N63. Via des aménagements éphémères ou plus durables, le potentiel est grand d'y recréer des espaces publics vivants (activités sportives, culturelles, de détente, horeca, économiques, etc.) qui tissent des liens et connectent plutôt que de provoquer une rupture dans le paysage du quartier.



The Bentway – Toronto



Fly The Flyover Operation – Kowloon (Chine)

Mieux accompagner les personnes précarisées

Les effectifs et les budgets des partenaires sociaux sont restreints par rapport à une demande croissante. En ce sens, réinvestir dans les structures sociales existantes ou créer de nouvelles structures d'accompagnement est urgent, a fortiori dans les quartiers du bas de Seraing. En effet, l'accès aux soins et la réponse aux besoins vitaux des personnes plus fragilisées¹⁰ (se nourrir, se vêtir, se loger...) n'est actuellement pas possible à prendre en charge de façon optimale.



SMI-LE - Équipe médicale mobile qui apporte un soutien médical aux personnes vivant dans les rues de Liège



Dans leurs quartiers, en porte-à-porte, les Voisins malins écoutent, informent et mobilisent les habitants sur les sujets, projets, services et droits qui les concernent.

¹⁰ Personnes sans-papiers, sans emploi, sans-abri, analphabètes, ayant des problèmes de santé mentale, d'addiction, d'hygiène, etc.

En ce sens, deux initiatives récentes sont à souligner : la mise en place d'un [Médibus](#) ainsi que l'inauguration du [nouvel abri de jour](#). D'autres projets de ce type (lieux d'accueil, activités, services, etc.) sont à développer pour améliorer l'accompagnement des personnes plus fragiles : soutien administratif, aide juridique, aide alimentaire, aide au logement, (ré)insertion sociale et professionnelle, alphabétisation et FLE, accès aux soins de santé, hygiène, etc. Une réflexion serait également à mener sur la façon d'informer au mieux la population de l'offre de services existante (ex. : [répertoire associatif](#) mis en place dans le cadre du projet UIA A Place to Be-Come).

Un second enjeu important est d'[offrir une meilleure qualité de vie aux jeunes](#). Face à une jeunesse qui s'ennuie, une première piste d'action serait de développer l'offre de services et d'activités à destination des enfants et adolescent.e.s (infrastructures sportives, sorties culturelles, activités extrascolaires, etc.). Souvent livrés à eux-mêmes, parfois à l'origine de certaines nuisances, l'encadrement des jeunes pourrait être bénéfique pour le bien-être de tous.

À côté de cela, l'importance de mieux préparer les jeunes à la vie quotidienne a été soulignée : apprendre à cuisiner, nettoyer, gérer ses documents administratifs, voter, etc. Ce travail sur l'autonomie du jeune est essentiel pour permettre son émancipation et le rendre acteur de sa vie.

En parallèle, un autre enjeu important concerne la (ré)insertion professionnelle des jeunes afin de rompre l'engrenage de la précarité et de leur offrir de meilleures perspectives d'avenir. Il est notamment suggéré de permettre aux jeunes de pouvoir tester plusieurs métiers durant leurs études ou de diversifier l'offre de formations en CISP. Dans la même optique, le projet-pilote [La Filière des Possibles](#) mené par l'AREBS vise la remise à l'emploi des personnes en chômage de longue durée en créant de nouvelles filières sur base des aspirations des personnes et des besoins du territoire. D'autres solutions sont encore à imaginer pour les jeunes en décrochage scolaire ou les délinquant.e.s.

Renforcer la cohésion sociale

Une première piste d'action est de [multiplier les partenariats et les actions collectives entre associations](#) (festivités, réflexions, innovations sociales, etc.). Un des espaces dédiés pourrait être les réunions de coordination organisées par le Service de Prévention. L'objectif est de mutualiser les efforts et les ressources, de favoriser les échanges et interactions entre acteurs du territoire, au bénéfice des habitant.e.s des quartiers. Les thématiques du vivre ensemble, de la lutte contre les préjugés ou de l'insécurité pourraient notamment être développées collectivement.

Plus largement, le travail en réseau est primordial pour garantir une cohésion intra et intercommunautaire. Ce dernier point peut se décliner de différentes manières et à différents niveaux, par exemple : des rencontres régulières entre élu.e.s et professionnel.le.s de terrain ; une meilleure collaboration et communication entre police, acteurs sociaux et bénéficiaires ; une meilleure information entre professionnel.le.s et habitant.e.s ; ou encore des actions plus régulières pour créer des ponts entre les différents publics.

Une deuxième piste d'action est de [soutenir les initiatives citoyennes et de mettre les habitant.e.s en valeur](#). Qu'ils émanent spontanément des citoyen.ne.s ou qu'ils soient suscités par diverses démarches participatives, ces projets participent d'une part à la dynamique des quartiers et d'autre part à l'émancipation des personnes. Se mobiliser permet aussi aux citoyen.ne.s de prendre conscience de leur capacité d'action et de sortir de leur position de consommateur-bénéficiaire.



[Smiile](#) - Réseau social local et collaboratif



[Les Petites Cantines](#) - Réseau non lucratif de cantines de quartier où les convives se rencontrent autour de repas durables, participatifs et à prix libre

Une troisième piste d'action, déjà à l'œuvre dans le quartier du Molinay avec la [Maison du Peuple](#), est la création de tiers-lieux. Lieux de sociabilité, ces espaces permettent aux personnes du quartier, parfois isolées ou marginalisées, de se rencontrer. Le cadre sécurisé, chaleureux et bienveillant mis en place leur permet de sociabiliser et de se (re)mettre en projet en s'impliquant dans la vie ou la gestion du lieu.

Une quatrième piste d'action est de travailler le sentiment d'appartenance au quartier et la culture du vivre ensemble en développant une histoire, une identité commune, un folklore rassembleur.

10. Conclusions

L'insécurité est une problématique complexe qu'il convient de traiter de façon transversale et collective. Les causes et pistes de solution identifiées relèvent d'une variété d'intervenants, dont certains dépassent le cadre communal (police fédérale, Région wallonne, Fédération Wallonie-Bruxelles, Europe, etc.).

Avec les moyens humains, financiers et techniques qui sont les siens, la Ville de Seraing ne pourra pas s'attaquer à l'ensemble des aspects du problème. Elle devra poser des choix politiques afin d'apporter des parties de réponse à cet enjeu crucial d'insécurité sur le court, moyen et long terme. Des actions existent déjà et pourraient être mieux mises en avant par la Ville via des campagnes de communication ou d'autres dispositifs d'information. D'autres restent à mener et pourraient faire l'objet de *task forces* transversales entre services communaux ou avec les différentes parties prenantes, axées ou non sur certains quartiers-pilotes du bassin sérésien.

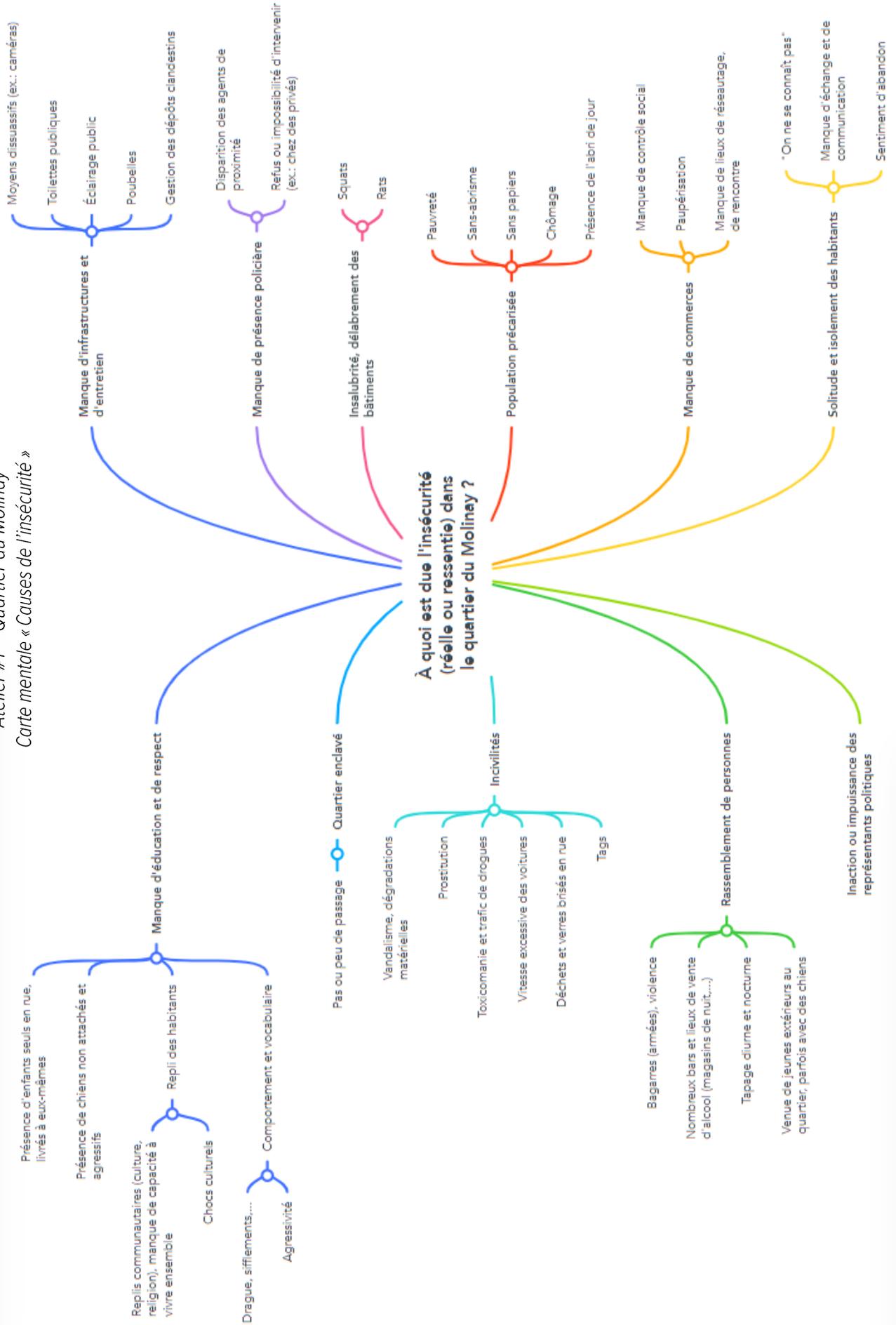
Si la Ville de Seraing a clairement un rôle à jouer, nous souhaitons aussi insister sur l'importance de faire de la sécurité dans les quartiers une responsabilité partagée. Citoyen.ne.s, associations, écoles, commerces, entreprises... la peur, la colère et le découragement que beaucoup ont exprimé lors des groupes de travail peuvent devenir des moteurs pour se mobiliser et retrouver espoir. Ensemble, nous pouvons imaginer et mettre en œuvre des actions innovantes et collectives. Des actions qui se basent sur la solidarité et l'empathie plutôt que sur la peur de l'autre. Parmi les idées ayant récolté le plus d'adhésion au sein des groupes de travail, on retrouve par exemple : l'organisation de festivités et de projets de quartier pour ramener de la vie et développer une culture du vivre ensemble, le travail sur la prévention, l'aménagement chaleureux de l'espace public, la mise en valeur des initiatives positives, ou encore la mise en place d'actions d'éducation à l'environnement, au respect des autres et de soi.

Pour un impact optimal, la Ville de Seraing et les autres acteurs du territoire doivent pouvoir œuvrer de façon concertée et coordonnée. Pour ce faire, il pourrait être pertinent de créer de nouveaux espaces de participation, avec une temporalité et un fonctionnement à définir ensemble.

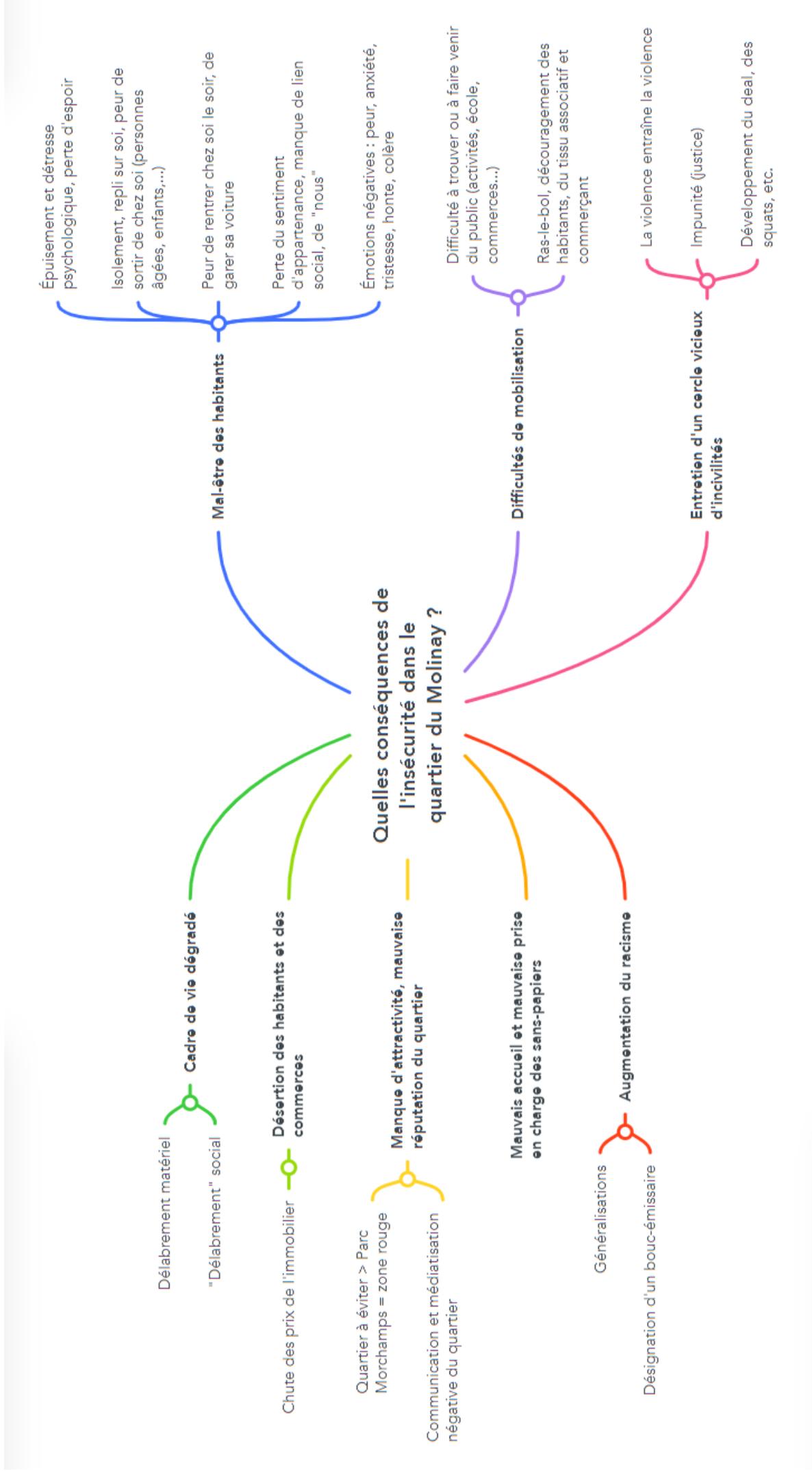
Bref, lutter contre l'insécurité dans le bassin sérésien, c'est l'affaire de tous et toutes !

11. Annexes

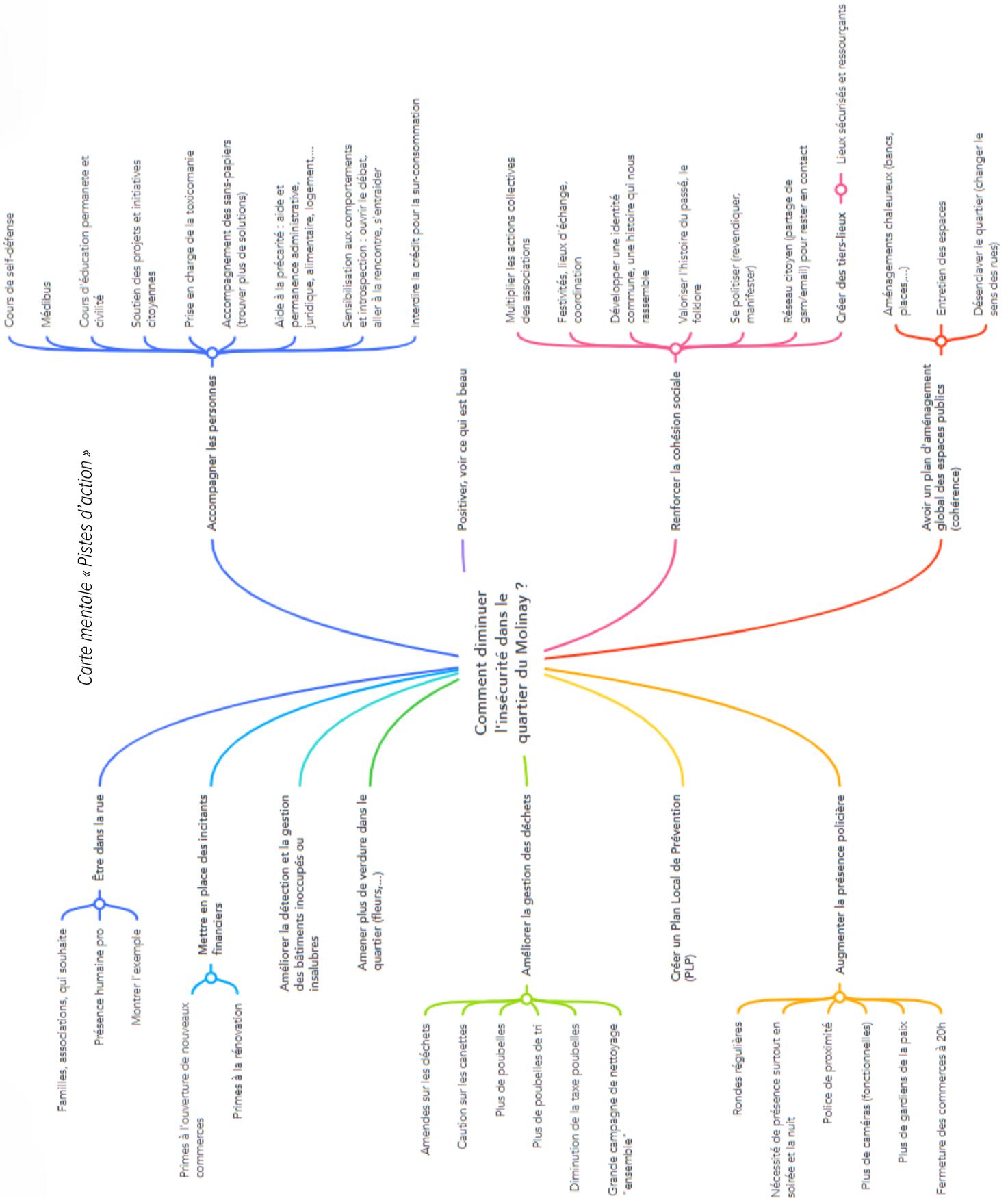
Atelier #1 – Quartier du Molinay Carte mentale « Causes de l'insécurité »



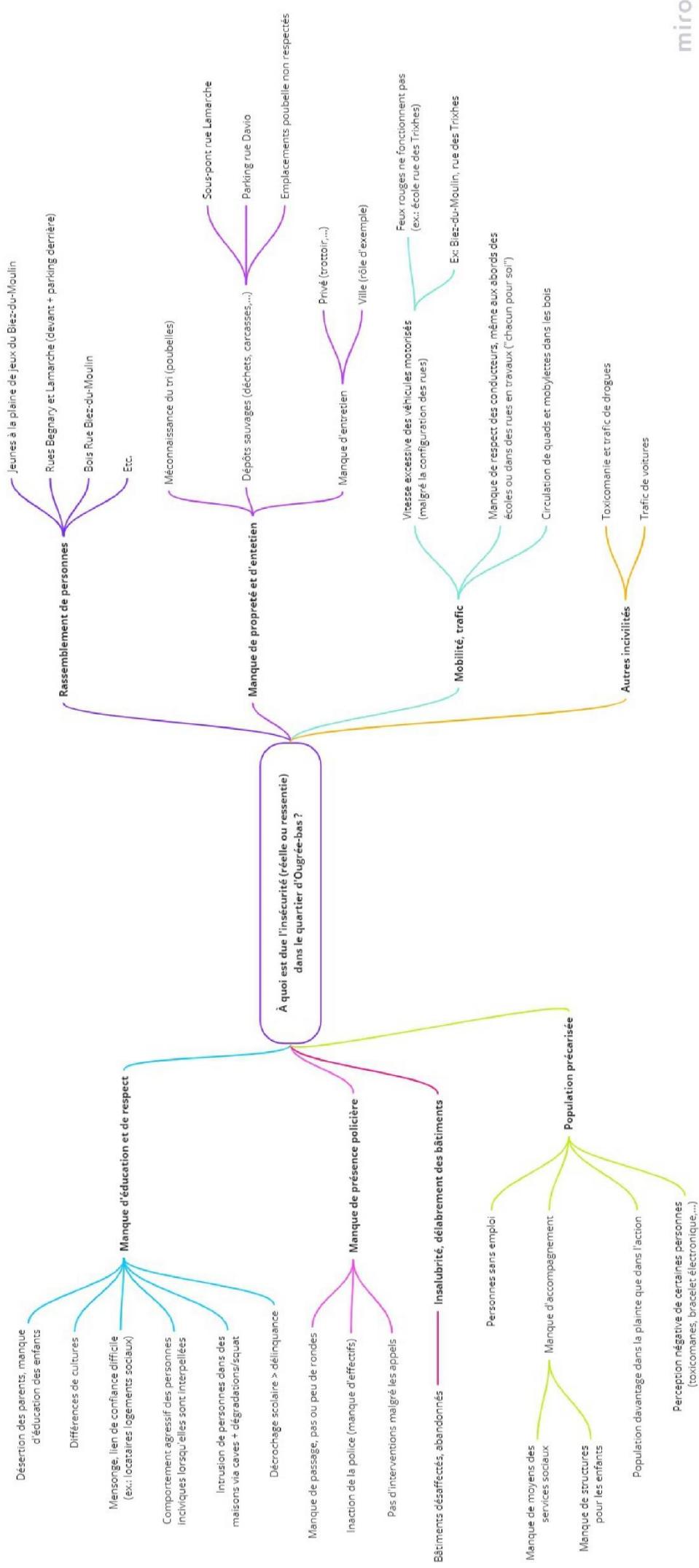
Carte mentale « Conséquences de l'insécurité »



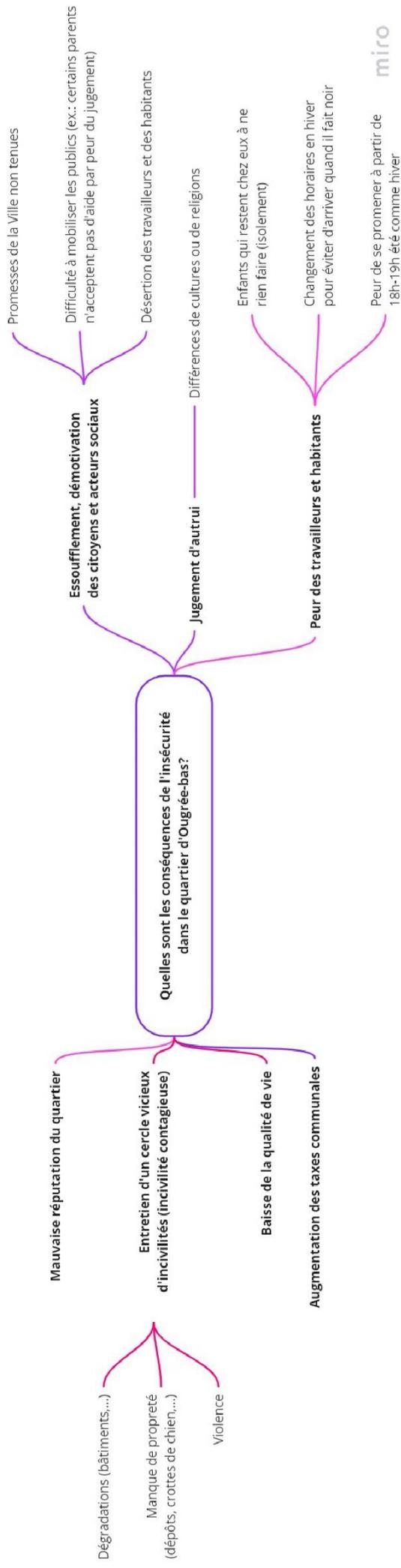
Carte mentale « Pistes d'action »



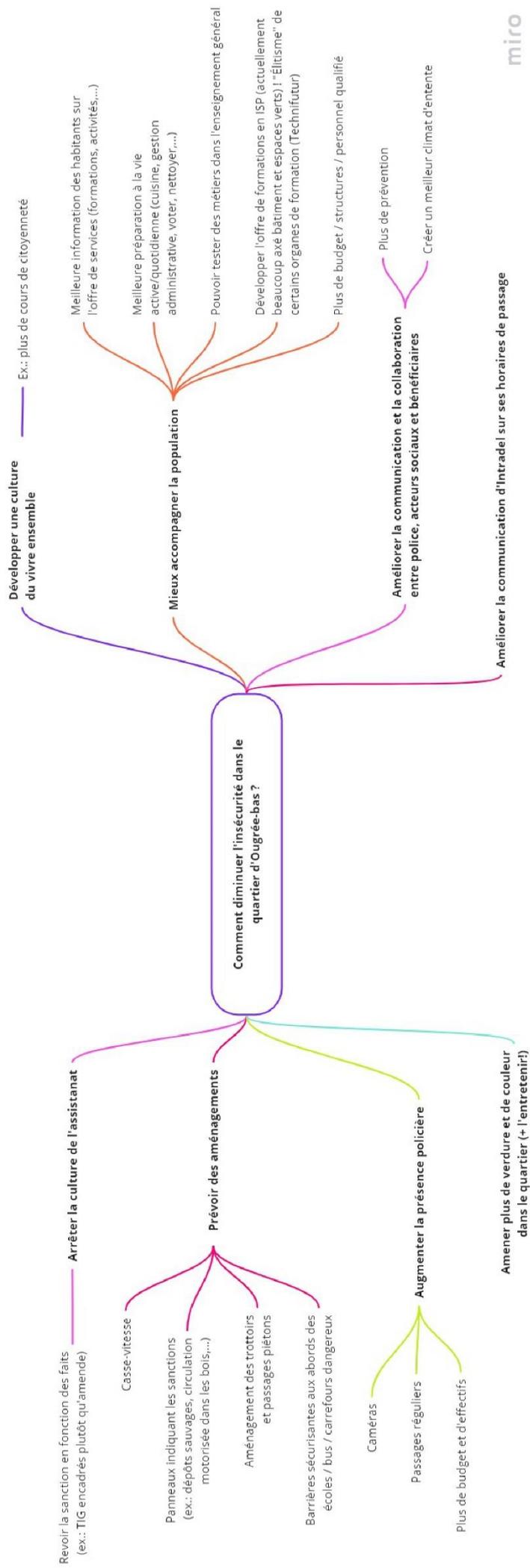
Atelier #2 – Quartier d'Ougrée-bas Carte mentale « Causes de l'insécurité »



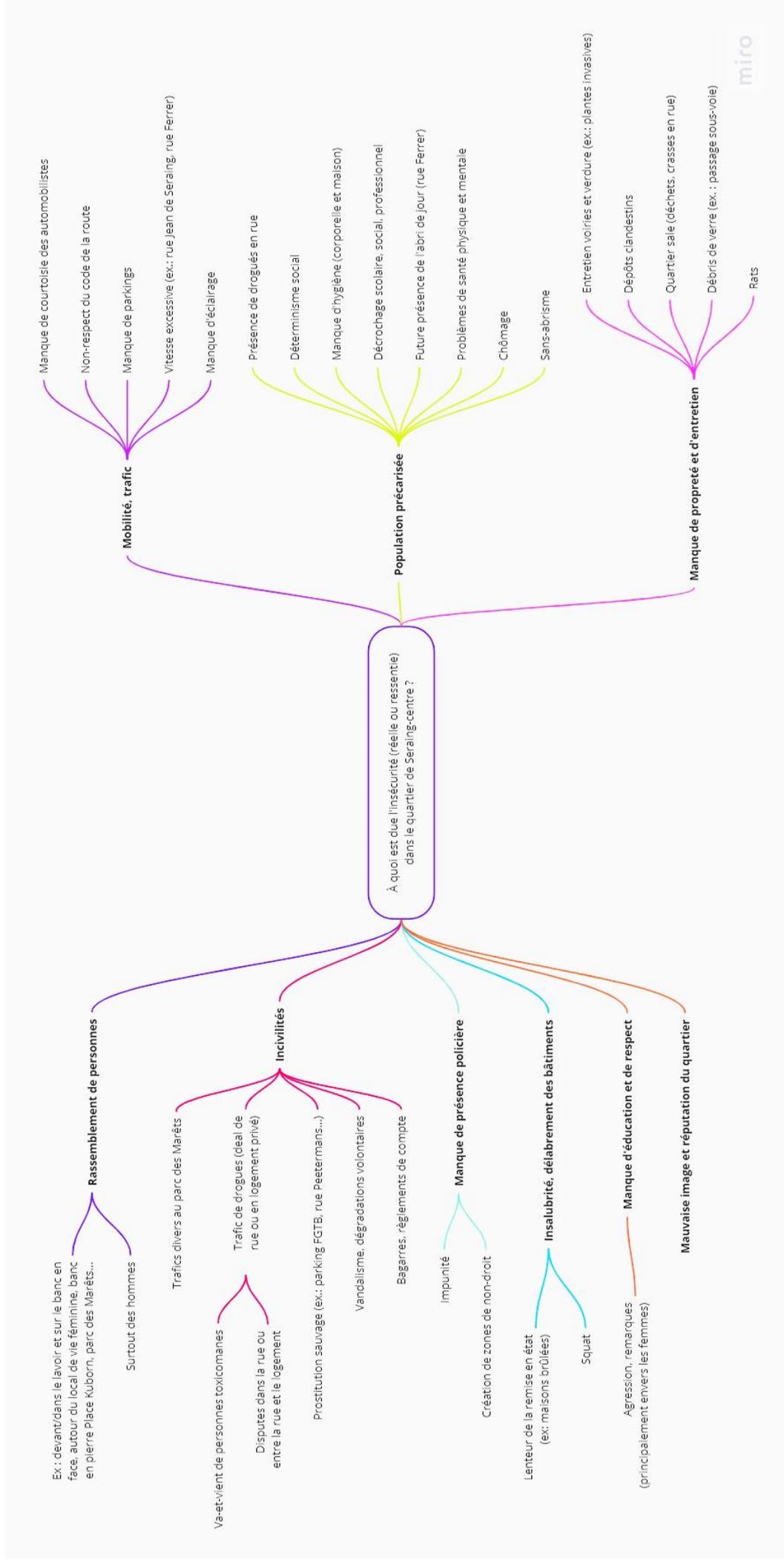
Carte mentale « Conséquences de l'insécurité »



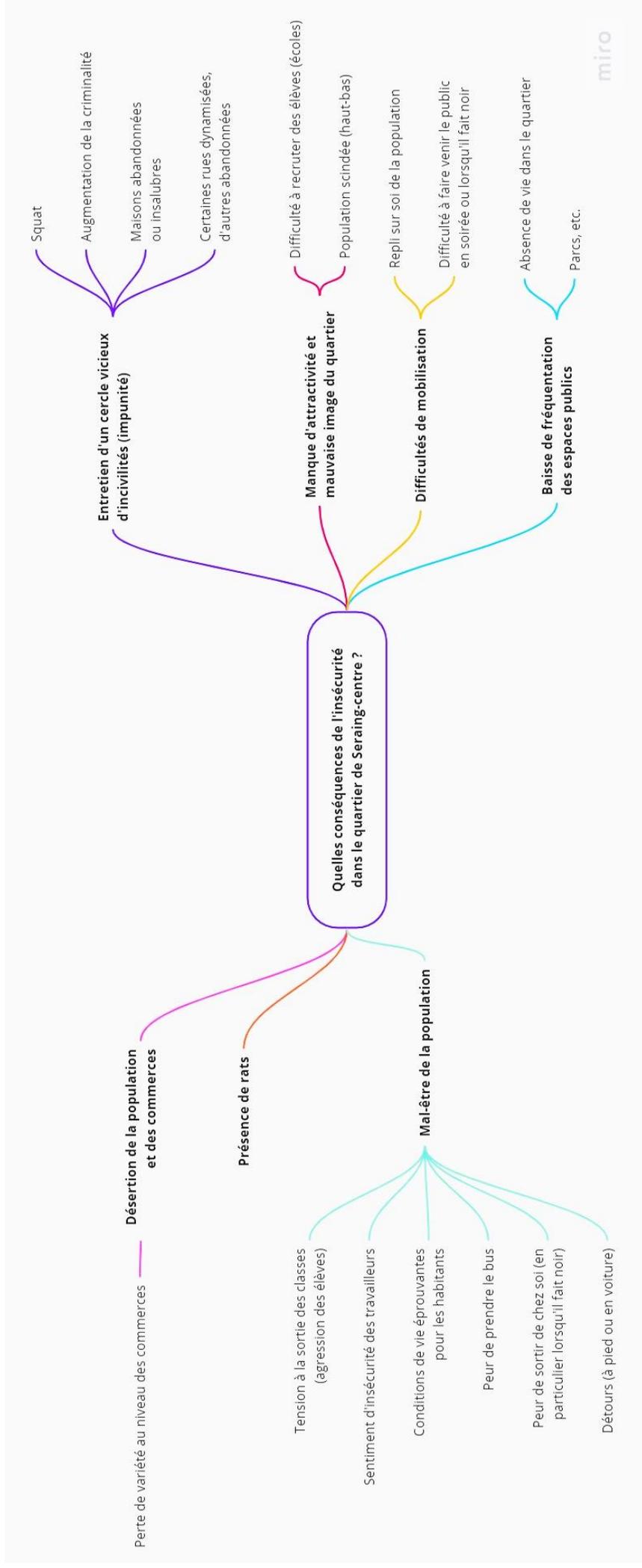
Carte mentale « Pistes d'action »



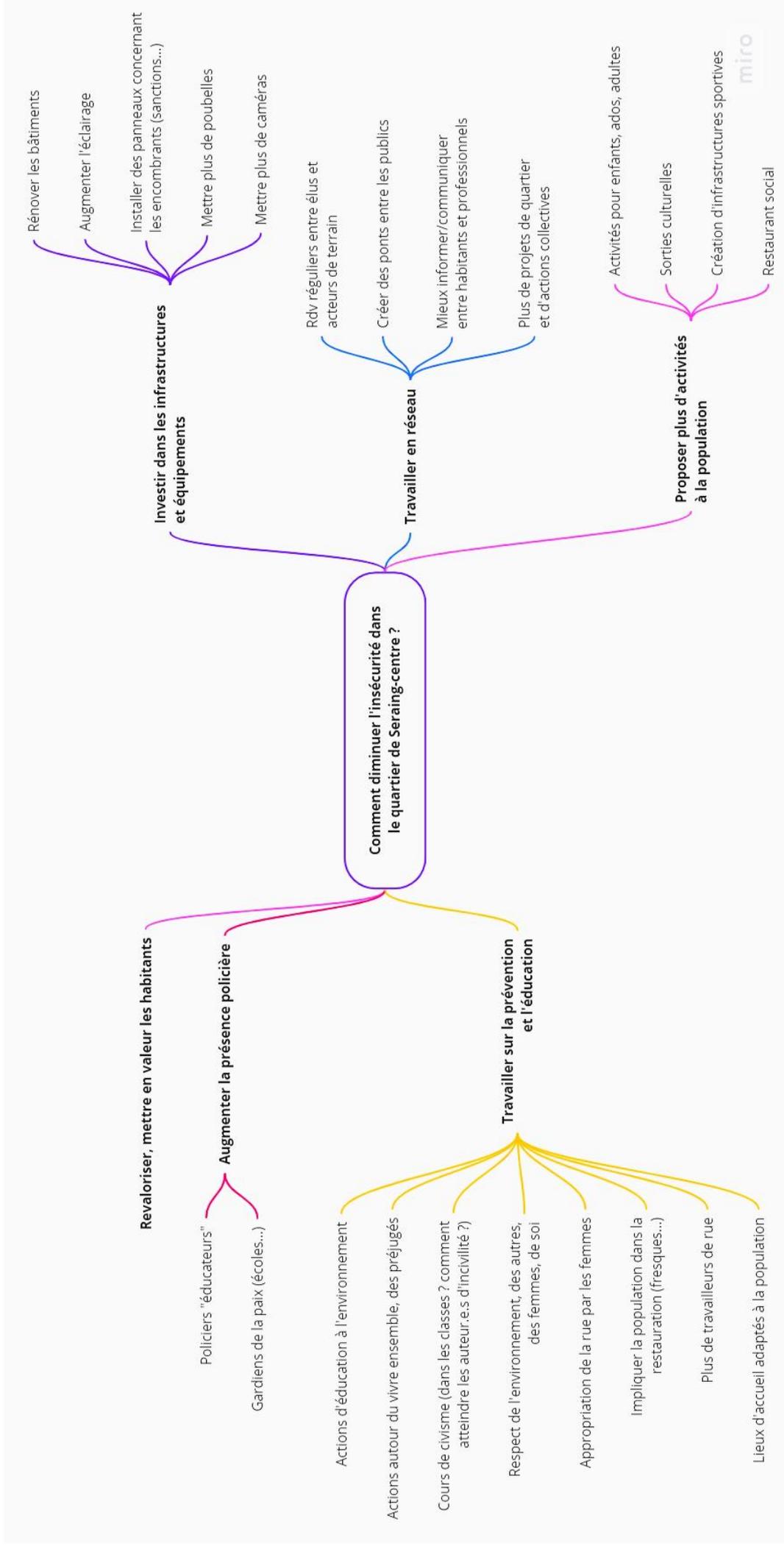
Atelier #3 – Quartier de Seraing-centre
 Carte mentale « Causes de l'insécurité »



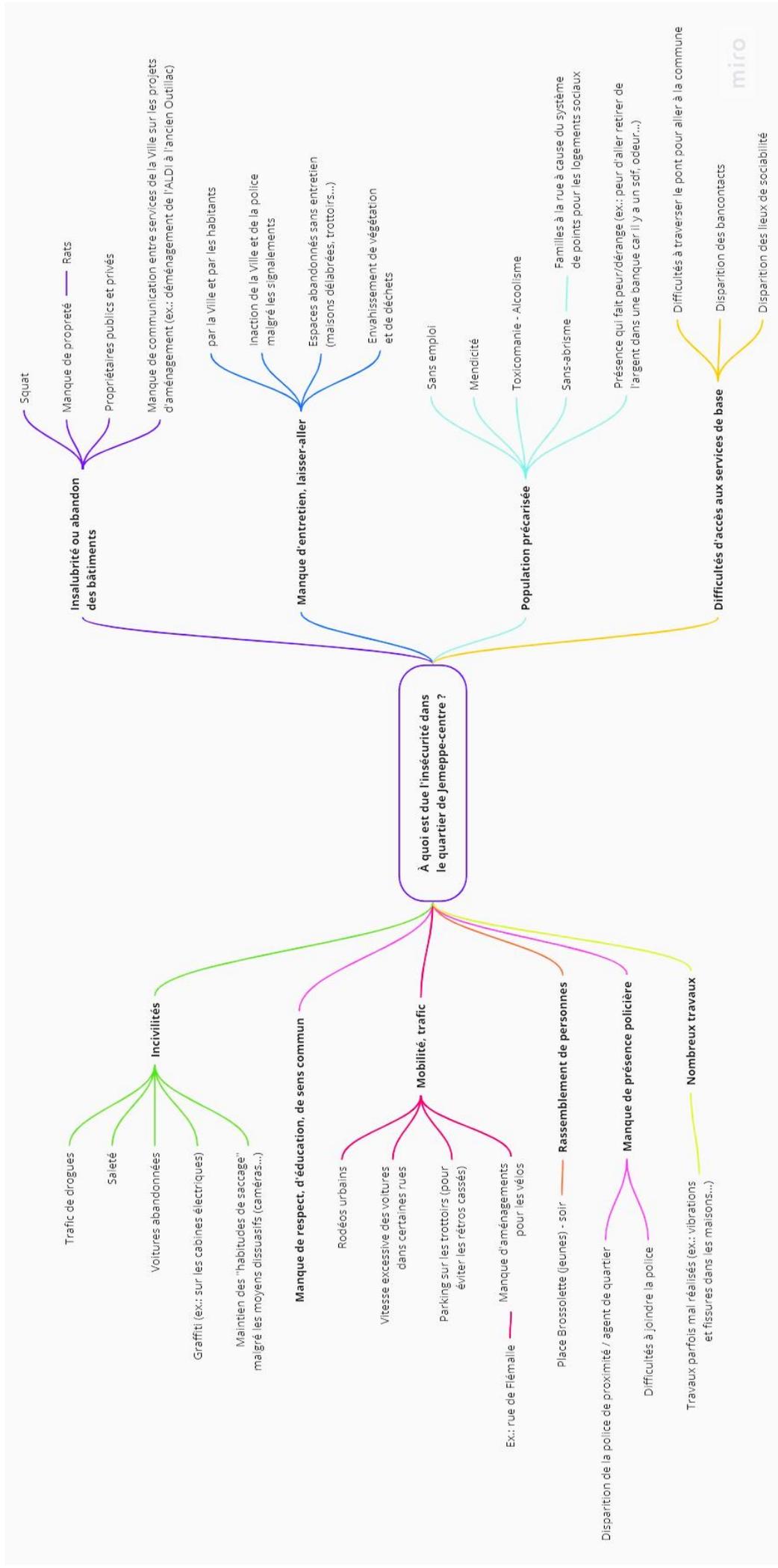
Carte mentale « Conséquences de l'insécurité »



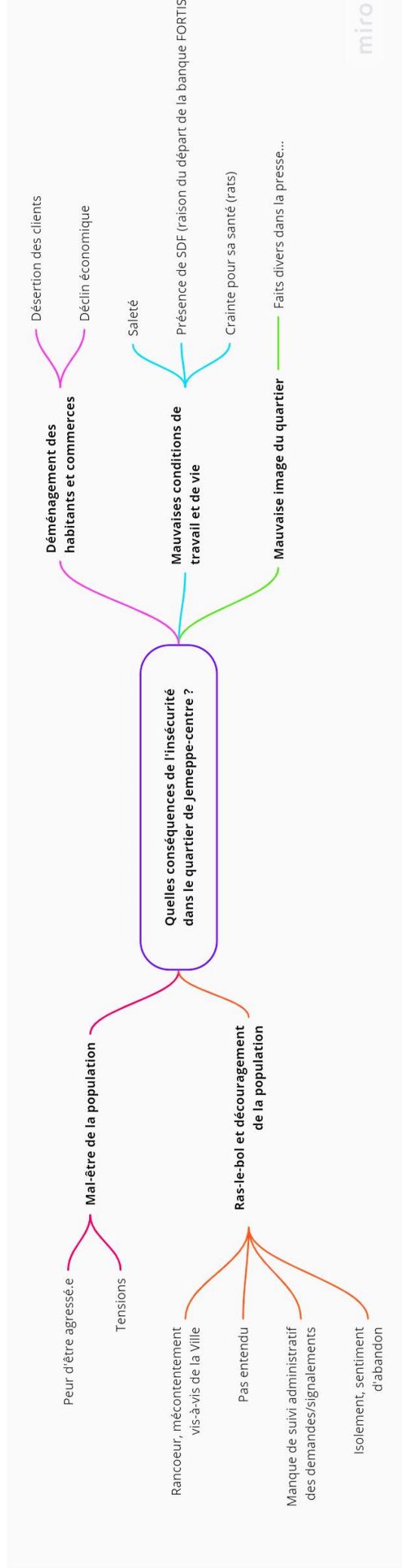
Carte mentale « Pistes d'action »



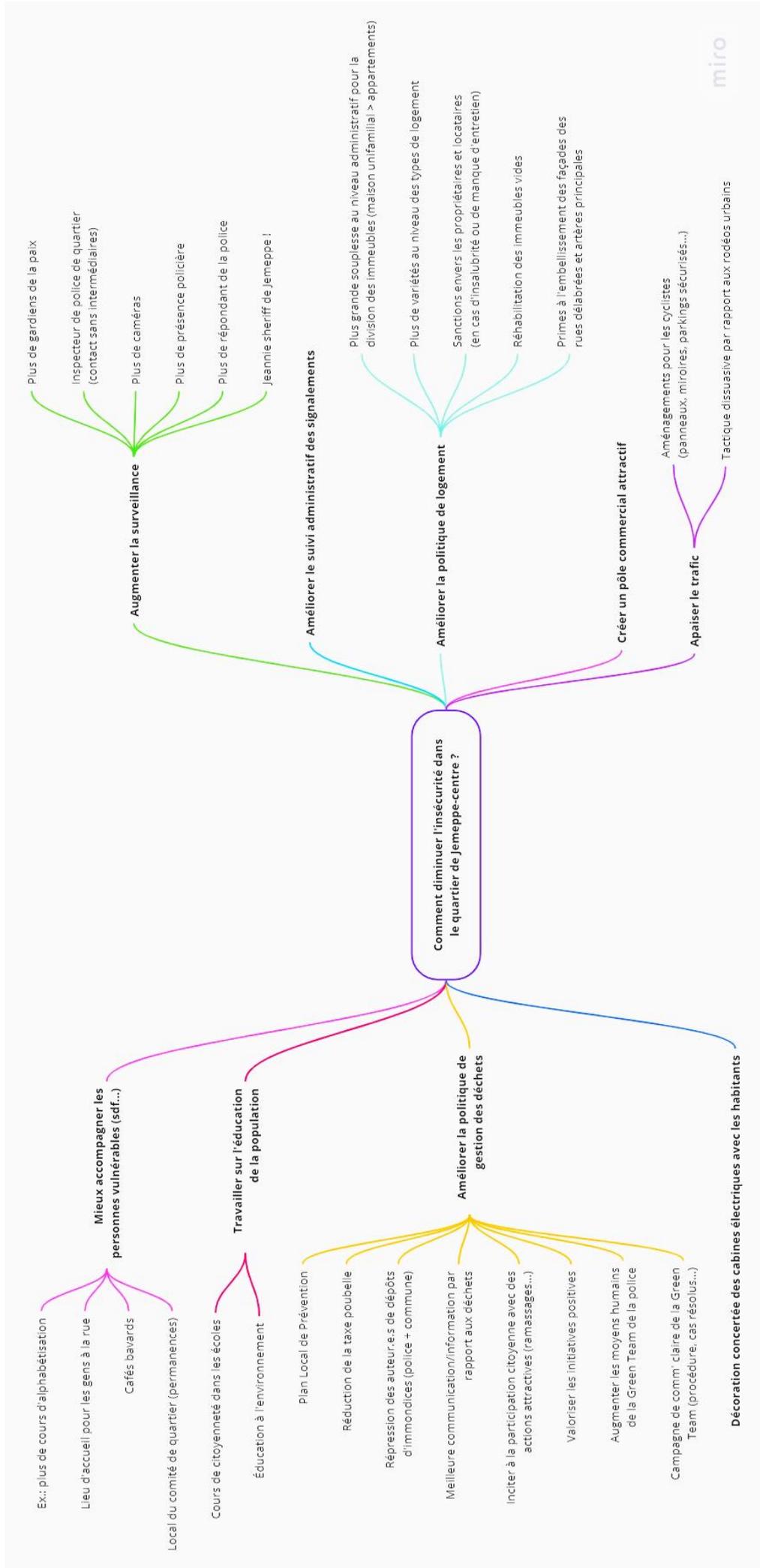
Atelier #4 – Quartier de Jemeppe-centre
 Carte mentale « Causes de l'insécurité »



Carte mentale « Conséquences de l'insécurité »



Carte mentale « Pistes d'action »



AREBS



NOVEMBRE 2023